

Technical and Bibliographic Notes / Notes techniques et bibliographiques

The Institute has attempted to obtain the best original copy available for scanning. Features of this copy which may be bibliographically unique, which may alter any of the images in the reproduction, or which may significantly change the usual method of scanning are checked below.

L'Institut a numérisé le meilleur exemplaire qu'il lui a été possible de se procurer. Les détails de cet exemplaire qui sont peut-être uniques du point de vue bibliographique, qui peuvent modifier une image reproduite, ou qui peuvent exiger une modification dans la méthode normale de numérisation sont indiqués ci-dessous.

- | | | | |
|-------------------------------------|---|-------------------------------------|---|
| <input type="checkbox"/> | Coloured covers /
Couverture de couleur | <input type="checkbox"/> | Coloured pages / Pages de couleur |
| <input type="checkbox"/> | Covers damaged /
Couverture endommagée | <input type="checkbox"/> | Pages damaged / Pages endommagées |
| <input type="checkbox"/> | Covers restored and/or laminated /
Couverture restaurée et/ou pelliculée | <input type="checkbox"/> | Pages restored and/or laminated /
Pages restaurées et/ou pelliculées |
| <input type="checkbox"/> | Cover title missing /
Le titre de couverture manque | <input checked="" type="checkbox"/> | Pages discoloured, stained or foxed/
Pages décolorées, tachetées ou piquées |
| <input type="checkbox"/> | Coloured maps /
Cartes géographiques en couleur | <input type="checkbox"/> | Pages detached / Pages détachées |
| <input type="checkbox"/> | Coloured ink (i.e. other than blue or black) /
Encre de couleur (i.e. autre que bleue ou noire) | <input checked="" type="checkbox"/> | Showthrough / Transparence |
| <input type="checkbox"/> | Coloured plates and/or illustrations /
Planches et/ou illustrations en couleur | <input checked="" type="checkbox"/> | Quality of print varies /
Qualité inégale de l'impression |
| <input checked="" type="checkbox"/> | Bound with other material /
Relié avec d'autres documents | <input type="checkbox"/> | Includes supplementary materials /
Comprend du matériel supplémentaire |
| <input type="checkbox"/> | Only edition available /
Seule édition disponible | <input type="checkbox"/> | Blank leaves added during restorations may
appear within the text. Whenever possible, these
have been omitted from scanning / Il se peut que
certaines pages blanches ajoutées lors d'une
restauration apparaissent dans le texte, mais,
lorsque cela était possible, ces pages n'ont pas
été numérisées. |
| <input checked="" type="checkbox"/> | Tight binding may cause shadows or distortion
along interior margin / La reliure serrée peut
causer de l'ombre ou de la distorsion le long de la
marge intérieure. | | |
| <input type="checkbox"/> | Additional comments /
Commentaires supplémentaires: | | |

L'ECHO

DE

LA FRANCE

L'ÉCHO
DE
LA FRANCE

REVUE ÉTRANGÈRE

DE
SCIENCE ET DE LITTÉRATURE

PUBLIÉE SOUS LA DIRECTION DE

LOUIS RICARD

AVOCAT.

Realiser le bien et contempler le beau.

VOL. III.

MONTREAL

IMPRIMÉ PAR M. LONGMOORE & CIE., GRANDE RUE ST. JACQUES

1866.

L'ECHO DE LA FRANCE, Recueil de littérature, sciences, philosophie, beaux-arts, histoire, religion, politique, etc., etc., d'Europe, paraît tous les mois, et contient de 100 à 150 pages chaque livraison, formant à la fin de l'année 2 volumes d'environ 1600 pages, renfermant plus de matières que 3 volumes ordinaires.—Abonnement \$3 par an ou \$5 pour 2 ans payable d'avance—le No. se vend 30 cents.—S'adresser franco à LOUIS RICARD, Dir., No. 423 Rue Graig, vis-à-vis le Champ de Mars, Montréal, Canada.

Se mettre au niveau des connaissances nouvelles, et des hautes questions qui, tous les jours, surgissent en France et en Europe, répandre parmi le peuple le goût d'une belle et saine littérature, donner aux hommes instruits l'occasion de se remémorer, tout en se délassant, au milieu de leurs études journalières, fournir à tous des lectures à la fois morales, amusantes et instructives (puisées à bonnes sources, tel est le but que se propose *l'Écho de la France*. Les personnes approuvant cette ligne de conduite de la Revue sont priées de solliciter le concours de leurs amis à son développement.

AVIS.—Les personnes en dehors de Montréal qui aimeraient à se charger de l'agence de *l'Écho de la France*, voudront bien nous faire connaître leur nom et conditions ; Ecrire —franco—à L. R.

L'Écho de la France est aussi à vendre chez Dalton, coin des rues Craig et St. Laurent, chez MM. Fabre et Gravel, Rue St. Vincent, et chez M. E. Beaudry, bijoutier, coin des rues St. Vincent et Notre-Dame.

L'ECHO DE LA FRANCE.

REMARQUE.

Le troisième volume de l'*Echo de la France* qui commence aujourd'hui, s'ouvre sous des auspices des plus favorables pour assurer son extension comme pour établir sa stabilité.

Nous croyons en effet, qu'à présent le caractère de notre Publication est parfaitement établi; et à ceux qui pourraient encore en douter, nous ne serons que trop honorés de pouvoir leur offrir en garantie nos premières maisons d'éducation de Montréal, car les deux premiers volumes de l'*Echo de la France* ont servi à récompenser et couronner les efforts des heureux lauréats de plusieurs de nos grandes Institutions. Nous avons été extrêmement flattés de la haute distinction ainsi accordée à notre Publication, et nous devons en exprimer publiquement nos remerciemens au Collège de Montréal, notre Alma Mater, cette vieille et toujours belle institution sous la direction éminente des MM. de St. Sulpice; aux Dames de la Congrégation, les nobles héritières des grandes qualités de la Sœur Bourgeois; aux Rév. Pères Jésuites, ces maîtres dans l'art d'enseigner; aux Chers Frères de la Doctrine Chrétienne, hommes sublimes dans leur modestie et leur dévouement, et enfin au Couvent d'Hochelega, cette belle et florissante école en tout digne de ses sœurs aînées.

Avec une telle approbation nous pouvons marcher tête haute, et nous sommes déjà récompensés du travail considérable qui a absorbé toutes nos veilles pendant les derniers huit mois.

Nous continuerons donc, pleins d'espoir, notre œuvre de propagation d'une bonne et saine littérature. Et en même temps que la religion et la morale seront toujours respectées dans notre recueil, nos lecteurs y trouveront encore à l'avenir comme par le passé, toutes les grandes questions du jour dans l'ordre politique, littéraire et scientifique à côté de bluettes charmantes et à la fois instructives.

LA GUERRE

ET

LA CRISE EUROPÉENNE.

On raconte que le dernier roi des Lombards, Didier, lorsque du haut des remparts de Pavie il put contempler l'armée de Charlemagne qui s'étendait à perte de vue tout autour et dont les armures reluisant au soleil rendaient l'aspect plus formidable, s'écria dans son effroi : " Du fer, du fer, grand Dieu ! que de fer ! "

Le souverain qui aujourd'hui règne sur la Lombardie et sur le reste de l'Italie n'est point assiégé dans sa capitale, mais le pays n'en est pas moins inondé de soldats, — les siens, bouillans d'ardeur, sur la rive droite du Mincio, — ceux d'un ennemi intrépide et aguerri sur l'autre rive. Le déploiement militaire ne se borne pas à la péninsule italique, il n'est pas moindre, il est plus grand de l'autre côté des Alpes, au nord. D'immenses rassemblements d'Autrichiens, de Prussiens et d'autres soldats allemands sont à la veille de se ruer les uns sur les autres. Des armées bien plus nombreuses que celles qui en 1813 et 1814 se disputaient l'empire du monde dans les plaines de la Saxe ou sur le sol de l'empire français sont prêtes à s'entre-tuer. Quiconque aime la paix comme un souverain bien et déteste la guerre comme la plus cruelle des extrémités a lieu, en présence du spectacle qu'offre l'Europe centrale, de répéter avec douleur les paroles

de l'infortuné Didier : *Ferrum, ferrum ! eheu ferrum !*

Il y a moins de deux mois, l'Europe semblait dans une paix profonde, car personne alors ne considérait comme possible de longtemps l'explosion d'une guerre générale. Il y avait bien dans les esprits une vague inquiétude, mais ce sentiment était rétrospectif : il s'appliquait au scandale que venait de causer la guerre de Danemark. On avait vu deux grandes puissances se coaliser contre un petit royaume, sous un prétexte emprunté à la fable du *Loup et de l'agneau*, pour lui ravir des provinces solennellement garanties par des traités qu'elles mêmes avaient signés. On n'avait pas craint ensuite d'entonner, du moins à Berlin, des chants de triomphe, comme si l'on eût ajouté aux fastes de l'armée prussienne quelque haut fait digne de figurer auprès des plus glorieuses batailles du grand Frédéric. L'orsqu'on se fut partagé la Pologne, les puissances spoliatrices avaient au moins respecté la pudeur publique ; elles s'étaient abstenues de célébrer leur exploit de grand chemin. La campagne du Danemark était pourtant un fait accompli. Cette petite nation, si recommandable par sa probité, son calme et son courage, avait bu le calice jusqu'à la lie. Elle avait succombé et s'était résignée. Les

duchés de l'Elbe étaient reconnus la légitime propriété des envahisseurs. Le ciel semblait redevenir serein. A la vérité, les deux cabinets parés des faciles lauriers de Duppel et du Danevirke étaient mal d'accord. Ils se querellaient et se raccommodaient tour à tour. Les deux souverains se donnaient des rendez-vous où ils s'embrassaient avec une tendresse dont l'histoire vérifiera la sincérité, et le lendemain leurs ministres échangeaient des notes désobligeantes. L'Europe détournait les yeux de ce tableau, qui l'humiliait, parce que sa conscience lui disait que, par son inaction en face du méfait, elle s'en était rendue solidaire ; mais elle supposait que la division du butin fuirait à l'amiable et bientôt. On s'était entendu au sujet de Lauenbourg, il en serait de même pour le reste. Tout à coup un cri étrangement accentué est parti de Berlin ; une des deux puissances copartageantes, celle qui notoirement avait entraîné l'autre, prétendit qu'elle était menacée par sa complice, qui était bien éloignée de semblables desseins. Tout absorbée par l'apaisement de ses difficultés intestines et particulièrement de l'interminable différend de la Hongrie, l'Autriche n'aspirait qu'à vivre en paix avec ses voisins, et c'était pour sauver la paix en Allemagne qu'elle s'était prêtée à l'entreprise contre le Danemark. Elle était pourtant lasse de toutes les complaisances qu'il lui avait fallu avoir, mécontente de ce que dans le règlement de l'avenir des duchés de l'Elbe ravis aux Danois on lui en demandât sans cesse de nouvelles et blessée de ce qu'on prétendit lui arracher indéfiniment des concessions indignes de son rang et de sa renommée ; mais il faudrait de grandes ressources d'imagination ou une hardiesse illimitée pour convertir en un plan d'agression cette lassitude et

ce malaise que l'Autriche ne dissimulait pas. A l'appui de ses accusations inattendues contre l'Autriche, soit pour leur donner un air de sincérité, soit pour d'autres raisons plus pratiques, la Prusse a armé. L'Autriche aussitôt a cru devoir faire de même. Les puissances secondaires de l'Allemagne, ne voulant pas se trouver sans moyens de résistance au milieu du conflit, se sont livrées aussi à des armemens. Sur ce, la Saxe a reçu de la Prusse une allocution menaçante imitée encore de la fable du *Loup et de l'agneau*, qui paraît être en grande vogue sur les bords de la Sprée. Pendant que ces incidens se passaient, les armemens, au lieu de s'arrêter, se développaient à vue d'œil. La Prusse convoquait le ban, l'arrière-ban. L'Autriche faisait pareillement un appel général. Autour d'elles, on suivait plus ou moins leur exemple. La Germanie est donc hérissée de baïonnettes ; les remparts de ses forteresses sont garnis de canons. Il y a peu de jours, le *Times* calculait que près de 2 millions d'hommes étaient réunis sous les drapeaux ou au moment de l'être sur le territoire de la confédération ou de ses dépendances. Les armées prussiennes et autrichiennes se sont rapprochées des frontières communes. Elles sont en face l'une de l'autre. Vienne la déclaration de guerre, et la bataille ne se fera pas attendre ; mais le jour où les hostilités commenceraient serait un jour de deuil en Europe, je ne dis pas assez, un jour où les hommes généreux seraient saisis d'indignation contre les promoteurs de cette perturbation générale.

Ce réveil de l'esprit guerrier et ces préparatifs d'une guerre imminente, c'est un dé-appointement amer pour les amis du progrès. Ils

croyaient et disaient hautement que la paix du monde civilisé se consolidait chaque jour, que la guerre était de plus en plus réputée une barbarie, une folie, la pire de toutes par l'argent qu'elle coûte, par la dévastation qu'elle sème, et surtout par le sang dont elle inonde la terre. On se flattait d'avoir définitivement mis un frein aux passions belliqueuses. Depuis 1848, on avait à peu près partout fait rentrer sous la loi du droit commun et dépouillé de leur ascendant les aristocraties d'origine militaire, qui ne voyaient de noble profession que celle des armes et aimaient la guerre comme leur propre élément. En dernier lieu, l'inauguration du principe de la liberté commerciale avait paru opposer au génie de la guerre un obstacle presque insurmontable. Les esprits raisonnables croyaient que ces liens commerciaux auraient assez de force pour rendre presque impossible la rupture à main armée entre les états. Maîtresses désormais de leurs destinées, les nations, se disait-on, raisonnent et calculent. La solidarité de leurs intérêts réciproques va leur être évidente, car elles en recueilleront les bienfaits à tout instant. Comment donc consentiraient-elles désormais à recourir aux armes à moins d'avoir les motifs les plus pressans, leur indépendance à garantir, leur honneur à sauver d'une atteinte profonde, leur territoire à protéger contre un envahissement ?

Il est à noter que les classes qui, dans la société européenne, représentent plus directement la démocratie donnent de toutes parts leur adhésion aux idées de progrès par la paix. Ces mêmes classes avaient jusque-là montré un patriotisme admirable de générosité, mais ardent et ombrageux. En s'éclairant, elles en ont adouci les aspérités et tempéré les emportemens. Plus que les classes moyennes, elles sont réso-

lues à ne supporter de l'étranger aucune injure, et à rendre violence pour violence. Elles sont donc communément plus empressées à mettre leur sang et leur dernier écu à la disposition de la patrie dans le cas d'un péril à surmonter, d'une offense à repousser et à venger. En France, s'il le fallait, il n'y aurait qu'à frapper du pied la terre pour en faire sortir une armée innombrable et dévouée d'ouvriers et de paysans qui se précipiteraient à la frontière, comme la France entière le fit au temps de Valmy, de Jemmapes et de Fleurus ; mais de nos jours et dans ces derniers temps l'ouvrier et le paysan ont dépouillé l'humeur agressive contre l'étranger. La guerre ne serait acceptée d'eux que si l'honneur national le commandait hautement. L'ouvrier et le paysan n'admettent plus qu'on les considère comme de la chair à canon, et qu'un gouvernement ambitieux ait le droit de les envoyer à la boucherie pour l'accomplissement de ses projets. Ce n'est pas eux qui diraient : *Morituri te salutant*, à moins que le salut de la patrie ou sa dignité n'exigeât qu'ils lui fissent tous les grands sacrifices. Toute l'Europe occidentale en est là aujourd'hui. L'ouvrier et le paysan y apprécient la paix, la bénissent comme l'instrument de leur progrès, comme le palladium des libertés nationales qui sont leurs garanties, comme le génie bienfaisant sous les auspices duquel ils arriveront, moyennant d'énergiques efforts, à avoir leur part de tous les bienfaits moraux et matériels de la civilisation. D'ailleurs ils n'ignorent pas que plus que personne ils supportent le fardeau de la guerre. On n'a pas pris suffisamment la peine de les familiariser avec l'histoire ; parmi eux cependant s'est perpétuée la tradition de l'épuisement et de la misère affreuse où les guerres de Louis

XIV avaient réduit leurs pères. L'ouvrier et le paysan de nos jours ont assez vu et assez réfléchi pour savoir que la guerre, outre qu'elle leur prend leurs fils pour les immoler, tarit, en s'appropriant les capitaux pour les dévorer, la source du travail, dont ils subsistent, et celle de la prospérité publique, qui fait leur bien-être, et détruit la matière première des améliorations publiques, dont l'espoir les soutient et les anime. A leurs yeux, la guerre est une calamité qui n'est acceptable que quand c'est le moyen de repousser ce qui serait un malheur plus poignant pour un peuple civilisé et grand, la perte de son indépendance ou de son honneur.

Ce n'est donc pas le débordement des passions populaires qui a mis l'Europe à deux doigts de la guerre, d'une de ces guerres comme il n'y en a pas eu depuis 1815, car ce serait bientôt une conflagration générale. Ce n'est pas davantage le dérèglement des goûts belliqueux des anciennes aristocraties : celles-là ont été dépouillées de toute prépondérance dans les affaires publiques. Ce n'est pas non plus une aberration des écrivains ou des orateurs politiques ; les publicistes qui ont le don de se faire lire, les orateurs qui ont l'oreille du public, ont en général très peu de sympathie pour la guerre. Ils la traitent comme il convient, et la dépeignent sous ses véritables couleurs, qui ne sont pas séduisantes. Le mouvement n'est pas parti des armées, qui chercheraient dans la guerre, — individuellement des occasions d'avancement, — collectivement le moyen d'exercer la suprématie dans l'état. En Prusse, en Italie, en Autriche, partout en Europe, les armées sont disciplinées et soumises à la loi. Nulle part il n'existe des prétoriens imposant leurs caprices aux souverains. De toutes parts les militaires, respectueusement ran-

gés autour du drapeau, attendent du prince le signal qui doit enflammer leur courage et éveiller leur ambition. Je ne parle pas des manufacturiers et des grands commerçans ; ceux-là sont connus pour leurs dispositions pacifiques. La paix est pour eux l'objet d'un culte, et en s'inspirant de l'esprit de dénigrement on a pu même dire que c'étaient des partisans de la paix à tout prix.

Le fait capital de la situation, celui sur lequel il y a le plus lieu d'insister, c'est qu'aucune puissance n'a des griefs qui l'autorisent à déclarer la guerre ; la dignité d'aucune d'elles n'a reçu de blessure, aucune d'elles n'a été offensée ni outragée, aucune d'elles n'a éprouvé un dommage tel que, pour en avoir la réparation, elle doive faire la guerre.

Il est d'usage qu'avant de déclarer la guerre les gouvernemens publient un manifeste où ils font connaître à tous, auprès et au loin, *urbi et orbi*, les motifs qui les ont déterminés à cette résolution extrême. Ils jugent avec raison qu'ils doivent des explications au monde civilisé, dont la guerre révolte les sentimens d'humanité. Or comment s'y prendraient la Prusse et l'Italie pour justifier leur entreprise belliqueuse ? Je ne parle que d'elles deux parce que tout porte à croire que l'agression viendrait de l'une ou de l'autre, ou pour mieux dire des deux simultanément. La troisième des puissances qui sont engagées, l'Autriche, subira la guerre, et une fois dans le conflit fera de son mieux pour en sortir à son avantage ; mais elle ne la recherche pas. Son désir notoire serait de l'éviter. La Prusse dira-t-elle qu'elle a été provoquée par l'Autriche ? Le gouvernement prussien est un grand gouvernement, éclairé, auquel tous les princes qui ont régné à Berlin depuis le commencement du siècle ont laissé des traditions d'honnêteté. Et pourtant,

s'il tenait un pareil langage, personne au monde ne le croirait. Le cas de l'Italie est-il plus favorable dans la circonstance? Les Italiens prétendent que Venise est à eux. Il faut cependant remonter l'histoire jusqu'à l'empire romain pour y trouver l'union de Venise avec l'Italie sous un seul et même souverain. Certainement ce fut une faute en 1797 que de détruire l'indépendance de Venise pour en transférer la souveraineté à une puissance allemande; certainement Venise a conquis par sa noble attitude en 1848 les sympathies des libéraux de l'Europe et du monde; certainement il est désirable que Venise cesse de porter un joug qui lui pèse et dont les inconvénients pour l'Autriche elle-même sont reconnus de celle-ci. Enfin il est probable que, s'ils étaient rendus les arbitres de leur destinée, les Vénitiens aujourd'hui préféreraient au rétablissement de leur indépendance leur annexion au royaume d'Italie. Suit-il de là que le roi d'Italie soit fondé à soutenir qu'on le dépouille et qu'on l'offense en refusant de lui livrer la Vénétie, et que pour la conquérir il est autorisé à prendre aujourd'hui les armes? Les Italiens sont habiles à rédiger des documens; je doute pourtant qu'ils parviennent à dresser un manifeste à cet effet qui supportât la discussion. Parce qu'il est désirable, sauf l'approbation explicite des Vénitiens consultés à cet effet, que Venise soit incorporée au royaume d'Italie, est-ce une raison suffisante pour que l'Italie déclare la guerre à l'Autriche afin de la contraindre sur l'heure à lui céder Venise? Où donc en serait-on, et que resterait-il d'un droit public quelconque, si à tout instant il était licite d'accomplir sur l'heure par la force des armes tout ce qui est désirable par cela seul que c'est désirable? Il s'est introduit de nos jours plus d'une

innovation dans la politique, et il faut s'en applaudir, car la plupart de ces nouveautés sont heureuses et fécondes; mais ce ne serait pas une innovation avouable que celle qui consisterait à récuser la patience et la temporisation comme des expédiens usés, à ériger en principe que, lorsqu'une question se présente, elle doit être résolue à la minute, et à poser en règle que le sabre est le seul moyen de dénouer les difficultés. Cette nouveauté prétendue serait le retour aux usages de la barbarie.

Les Italiens disent que la paix armée les fatigue et les épuise; mais la guerre les épuserait bien davantage. Où ont-ils en effet les moyens de la faire? Non qu'ils soient dépourvus de courage et de discipline, à cet égard je suis persuadé qu'ils feraient leurs preuves et fourniraient une honorable carrière; mais ils manquent des ressources matérielles que la guerre réclame. La vérité, que les peuples doivent, aussi bien que les rois, se résigner à entendre, la vérité est que les Italiens, qui avaient déployé un admirable esprit de conduite avant d'être unis en un seul état, n'ont plus été les mêmes après qu'ils ont formé un seul corps, du Mincio à l'extrémité méridionale du ci devant royaume des Deux-Siciles. La sagesse qu'on avait remarqué en eux jusque-là a éprouvé une éclipse totale sur un point essentiel, les finances. Ils n'ont pas su se faire un budget. Ils ont accumulé déficit sur déficit. Tandis que les plus habiles financiers sont unanimes à professer que l'emprunt est une ressource à réserver pour les temps de guerre, ils ont fait en temps de paix des emprunts énormes à l'étranger, en France surtout, malheureusement pour les petits capitalistes de Paris qui y ont englouti leurs épargnes. Ils ont totalement manqué de résolution pour se procurer par l'impôt des recettes en

rapport avec leurs dépenses, ou pour abaisser leurs dépenses au niveau de recettes possibles. Cette lourde faute, dont ils sentent la gravité maintenant, n'est pas imputable à leurs ministres des finances. M Sella leur recommandait loyalement de s'imposer. M. Scialoja leur a répété de toutes ses forces ses recommandations salutaires. Ils ont fermé l'oreille jusqu'à ce qu'il fût trop tard. Ils se sont donné la satisfaction de proclamer de belles sentences. Ils se sont nourris de réminiscences de la république romaine complètement hors de saison aujourd'hui. De même que le sénat romain après la bataille de Cannes vendait aux enchères le champ sur laquelle était campé Annibal aux portes de la ville, ils ont pensé qu'ils

donneraient un magnifique exemple de fierté patriotique en revendiquant avec éclat comme leur propriété Venise et le fameux quadrilatère.

Par là, au jugement des hommes les plus expérimentés, de leurs amis les plus sincères, ils ont gâté leur situation. Par ces menaces inconsiderées, ils ont irrité un ennemi qu'ils avaient intérêt à apaiser, afin qu'une fois entré sur le terrain de la conciliation, on pût négocier et traiter de la cession de la Vénétie à des conditions équitables, sur lesquelles, quand on eût été de sang-froid, on serait vraisemblablement tombé d'accord.

MICHEL CHEVALIER.

(A continuer.)

LA CLEF D'OR.

NOUVELLE.

I

DEUX VOISINS.

Ils étaient voisins, lui austère, ridé, séculaire ; elle riante, fraîche, toute jeune. On aurait dit un vieillard debout et regardant pour la protéger une enfant assise à ses pieds ; ou bien encore un chêne antique étendant l'ombre de ses rameaux puissants sur la fleur éclose dans la mousse. Ces voisins qui prétent tant à l'antithèse étaient tout simplement un bon vieux château et la maison moderne bâtie contre la fabrique sa voisine. Une aire et un nid côte à côte. En réalité, un immense jardin à allées droites, deux champs, un verger, un chemin bordé

d'énormes fossés, un étang aux eaux dormantes, un parc anglais les séparaient ; mais, vus du coteau voisin, enserrés dans les mêmes bois, enveloppés dans les mêmes rayons ils avaient l'air de ne faire qu'un et d'être posés là pour se servir mutuellement de repoussoir. L'aspect sombre du vieux château faisait ressortir l'aspect coquet de la jeune fabrique, et la maison blanche mais comparativement modeste de la fabrique donnait une grande majesté à la vieille demeure féodale. Bien qu'il fût placé dans une partie de la Basse-Bretagne aujourd'hui à peu

près francisée, le château portait un nom de race, un nom dur, un nom breton, il s'appelait Kermarc'hat ; la maison avait un nom gracieux tiré du dictionnaire moderne, elle s'appelait la villa Bruyère. Entre les propriétaires existait la même différence. Les uns étaient de pure race celtique, les autres n'étaient devenus Bretons que par transplantation, mais par un de ces revirements sociaux qui se voient fréquemment de nos jours, le château était devenu la propriété des étrangers, et aux anciens propriétaires du sol appartenait l'habitation moderne. Cela remontait loin déjà.

A son retour de l'émigration le représentant de la famille Kermarc'hat avait trouvé sa terre patrimoniale en vente. Elle avait été donnée à un établissement public qui avait sagement attendu, pour la métamorphoser en argent comptant, que les chaînes qui retenaient la sécurité générale captive fussent enfin brisées. L'orage révolutionnaire avait tout détruit, tout consumé ; le ciel noir de la politique semblait avoir épuisé ses éclairs et ses foudres, et aux membres d'un Directoire méprisé et impuissant succédaient les trois consuls dont l'un avait nom Napoléon Bonaparte. Devant Kermarc'hat mis en vente, trois concurrents se trouvèrent en présence : l'ancien propriétaire ; M. Basile Richon, un petit commerçant devenu fournisseur des armées qui s'était obscurément mais assez honnêtement enrichi ; un grand armateur de Nantes, M. de Morinville, qui avait la fantaisie de posséder une terre dans la partie pittoresque de la Bretagne où un hasard l'avait conduit. Avant l'adjudication, l'armateur avait déclaré à M. de Kermarc'hat que, reconnaissant pleinement ses droits, respectant ses souvenirs, il se fût immédiatement retiré s'il n'y avait pas eu un troi-

sième acheteur, et qu'il était décidé à ne prendre part à l'enchère que dans le cas où M. de Kermarc'hat s'avourait vaincu dans la lutte qui se préparait.

Touché de cette délicatesse de procédés, le vieux gentilhomme lui avait pour toute réponse tendu sa main loyale, et ainsi avait commencé entre deux familles jusque-là parfaitement inconnues l'une à l'autre une liaison qui devait être durable.

En conséquence de ces arrangements, la lutte avait commencé entre M. de Kermarc'hat et M. Basile Richon. Emporté par le désir bien légitime de redevenir possesseur de la maison de ses pères, le vieil émigré outre-passa de beaucoup le prix que l'état actuel de sa fortune lui permettait de mettre et cependant il dut se retirer. Mais, en quittant la lice, le front pâle d'émotion, les yeux mouillés de pleurs involontaires, il eut la consolation de voir sa place prise par l'armateur nantais. Celui-ci avait heureusement une fortune sans proportion avec celle de son concurrent. Un peu pour M. de Kermarc'hat et beaucoup pour lui-même, il poursuivit aveuglément son but et demeura adjudicataire. Comme c'étaient les pauvres qui devaient profiter du prix excessif de cette acquisition, il ne songea pas à regretter les quelques poignées d'or de trop qu'il y jetait. A cette époque, ses coffres regorgeaient d'or.

Après l'adjudication on vit l'ancien propriétaire reconduire amicalement le nouvel acquéreur à sa voiture ; huit jours plus tard ils se retrouvaient tous les deux à Kermarc'hat. Pour ne pas s'exiler entièrement de cette terre qu'il aimait, avec cet amour puissant qu'on porte au sol longtemps possédé, M. de Kermarc'hat avait demandé qu'on lui concédât une vieille gentilhommière en ruines qui avait précédé

le château et qui était devenue un humble moulin. Le nouveau propriétaire y avait consenti. Quelques champs et un verger avaient été joints au moulin, et voilà pourquoi le château de Kermarc'hat, autrefois majestueusement isolé au milieu de ses bois et de ses landes, avait maintenant un voisin.

Les années passèrent, et pendant ces années étranges pleines de bouleversements incroyables, de troubles profonds, d'événements inattendus, la fortune des deux familles subit des revirements imprévus. Des pertes nombreuses, un amoindrissement de commerce par suite du blocus continental, un enfant prodigue, appauvrirent le riche armateur. Le fils qui lui succédait, étant moins habile que lui, avait été moins heureux, son petit-fils avait tourné le dos à la carrière commerciale et il ne restait plus à celui-ci que cette terre de Kermarc'hat dans laquelle avaient été taillées deux autres parts.

Chez les Kermarc'hat, au contraire, la fortune avait pris une marche ascendante. Le fils du vieux comte de Kermarc'hat, reconnaissant que l'oisiveté réduirait forcément à néant son mince patrimoine, s'était lancé dans l'industrie. Il était intelligent, il avait du caractère, il réussit. Avec le temps le moulin était devenu une fabrique assez importante, une villa s'était élevée sur les ruines de la gentilhommière, et il était mort laissant son petit-fils à la tête d'un établissement en pleine voie de prospérité. Maintenant que la fortune dépend en grande partie de l'usage que chaque homme fait de son argent, de son esprit, de ses aptitudes, ce changement peut très-bien s'opérer d'une génération à l'autre.

Les modifications apportées par l'aveugle et capricieuse fortune dans les destinées des deux familles n'a-

vaient pas un instant rompu la bonne harmonie née de la poignée de mains qu'avaient échangée les deux ancêtres en 1802, et elle allait devenir plus intime par une alliance. La société des environs n'avait encore reçu aucune annonce officielle et cependant elle n'ignorait plus qu'André de Kermarc'hat épousait Hippolyta Talbot, l'héritière appauvrie du riche armateur nantais dont Louis XVIII avait reconnu le dévouement en lui accordant des lettres de noblesse.

II

LA RÉUNION DE LA SAINT-VINCENT

Le château de Kermarc'hat avait une splendeur extérieure que les années n'avaient pas fait pâlir, et il conservait encore à l'intérieur quelque chose des réparations somptueuses que lui avait faites le premier Morinville.

Le salon de réception surtout, qui était très-vaste, était très-riche-ment meublé. Autrefois on venait faire visite à Kermarc'hat uniquement pour admirer l'ameublement en damas jaune broché, qui n'avait pas son pareil dans le pays. Maintenant on ne recevait plus guère à Kermarc'hat, et, le plus souvent, on voyait fermées les hautes persiennes de ce grand salon condamné à la plus majestueuse des solitudes; mais la veille de la Saint-Vincent, la famille de Morinville s'y trouvait réunie. Ce jour-là on fêtait le chef actuel de la famille et quelques invitations avaient été faites.

M. de Morinville, qu'une demi-paralysie avait prématurément vieilli, était assis dans son fauteuil, au coin de la cheminée en marbre rouge. Sa figure, belle encore et vénérable à coup sûr, n'annonçait pas que son intelligence fût demeurée entière. On le devinait, la pa-

ralysie n'avait pas seulement roidi les membres et affaibli l'organisme, elle avait mystérieusement frappé les parties immatérielles de notre être qui s'appellent la pensée et la mémoire.

De l'autre côté de la cheminée s'asseyait Mme. de Morinville, née Morinville. Sur sa longue figure, orgueilleuse et sévère, l'œil cherchait en vain un pli où se fût réfugiée la bonté, cette séduisante hôtesse des physionomies humaines. Il y avait de la fermeté sur ce front aux nobles contours, de l'intelligence dans ces yeux saillants aux regards scrutateurs, de la finesse dans cette bouche presque sans lèvres et coupée si droit, qu'elle faisait un peu l'effet d'une incision pratiquée entre les joues ; mais la bonté était absente.

Il y a des vertus chagrines.

Les vertus pratiquées par madame de Morinville étaient de ce nombre.

Elle avait tant gémi sur l'abaissement relatif de sa maison amené par un décroissement fâcheux de fortune, sa nature orgueilleuse s'était tellement identifiée avec cette opulence dont sa jeunesse avait senti l'enivrant prestige et qu'elle aurait voulu transmettre à son fils, que ses regrets avaient fini par dégénérer en une maladie noire chronique. Son mari n'en avait que faiblement ressenti les effets, grâce au bouc émissaire qu'il lui avait offert en la personne d'une fille née d'un premier mariage. Celle-ci avait eu beaucoup à souffrir du caractère dur et jaloux de sa belle-mère, et, un peu pour échapper à ce joug, elle s'était mariée très-jeune et contre le gré de sa famille à un Espagnol réfugié qui ne l'avait pas rendue heureuse. A vingt-deux ans elle était veuve, elle avait un enfant et elle acquérait la certitude que la fortune présumée de son mari n'é-

tait qu'un mensonge. Antonio Talbot l'ayant dévorée avant son expatriation. De ce côté il ne restait donc rien à son enfant, pas même une famille, car les Talbot avaient quitté l'Espagne et s'étaient fixés on ne savait où. Après quelques années passées dans un isolement complet et dans une misère éternelle, la pauvre femme était morte, laissant une petite fille qui n'avait d'autre refuge que la maison de son grand-père. Mme. de Morinville ne s'était pas adoucie en prenant des années ; en outre, elle avait un fils, brillamment doué, en qui se résumaient son orgueil et ses tendresses. Elle avait donc reçu à contre-cœur la fille de l'étranger et elle ne l'avait jamais aimée. La petite Hippolyta avait d'abord souffert de cette roideur largement partagée par le fils de Mme. de Morinville ; mais l'affection des autres habitants de Kermarc'hat l'eue avait peu à peu consolée. Et puis le temps avait apporté des adoucissements. Les amis de sa mère avaient osé lui témoigner leur intérêt, et son oncle Raoul lui-même, après avoir longtemps témoigné le déplaisir que lui causait sa présence, en était arrivé à la supporter et à prendre sa défense vis-à-vis de M. et de Mme. de Morinville. Le bruit avait même couru qu'il n'avait tenu qu'à Hippolyta de devenir la maîtresse de Kermarc'hat en épousant son jeune oncle, de dix ans seulement plus âgé qu'elle ; mais l'annonce de son mariage avec son voisin de la villa Bruyère était venue démentir ce bruit et donner tort à ceux qui affirmaient qu'un projet de ce genre avait été formé.

Auprès de M. de Morinville se trouvait sa belle-sœur, Mlle. Hortense de Morinville, une personne d'un âge mûr, dont la taille était restée sur les limites de l'extrême petitesse. Dans cette petite figure encore rose, de ce rose veiné de

rouge qui succède à la fraîcheur, étincelaient des petits yeux noirs et vifs pleins d'une gaieté toute juvénile. Ses mains actives maniaient un crochet avec une inconcevable rapidité, elle n'interrompait son travail que pour s'occuper de son beau-frère. D'un tour de main elle arrangeait ses oreillers, son bonnet ou sa robe de chambre, et, ces petits soins donnés, elle reprenait son travail. Quelques dames de très-respectable aspect séparaient les deux sœurs et à l'extrémité du cercle formé se tenait la sœur de M. de Morinville, Mme. Richon. Ce n'était pas sans se faire beaucoup prier que cette Morinville-là avait consenti à épouser le fils de celui qui, n'ayant pu acheter Kermarc'hat, s'était donné la fantaisie de construire à une demi-lieue du château une très-belle et très-lourde habitation qu'il habitait l'été. Les Richon étaient en général d'une vulgarité désespérante, mais ils étaient cousus d'or, et le mariage avait eu lieu il y avait une vingtaine d'années.

M. de Morinville ne prenait en aucune façon part à la conversation engagée entre ces dames liées par une parenté plus ou moins éloignée.

En ce moment il était question entre elles d'un jeune homme qui, s'il réunissait toutes les qualités dont on le gratifiait, devait être certainement de la famille des phénix.

— Tout le monde m'en parle, disait madame Richon en s'épanouissant ; partout où il se montre, chacun vante sa distinction, son esprit, ses manières.

Mme. de Morinville inclina la tête comme pour dire :

— On ne fait que lui rendre justice.

— Vraiment Cécile a raison, ajouta une des dames présentes, les hommes, les femmes, tout le monde le trouve charmant.

— Oui, oui, s'écria mademoiselle Hortense en prenant aussi l'air épanoui, ce n'est pas parce qu'il est mon neveu que je dis cela, mais il est certain qu'il fait sensation partout.

— Vous verrez qu'il fera un magnifique mariage, dit une dame qui n'avait pas d'enfants.

— Oh ! j'en suis bien persuadée, il épousera qui il voudra, continua madame Richon. C'est un joli garçon, un homme tout à fait supérieur, et, je puis bien dire cela entre nous, c'est un Morinville.

Comme elle prononçait cette phrase vaniteuse mais concluante, la porte du salon s'ouvrit. D'abord bondit dans le salon une fillette en robe courte suivie de près par un gros homme qui faisait mine de la poursuivre, un groupe compact de jeunes filles et de jeunes gens évidemment fraîchement échappés du collège, les suivait, et deux jeunes filles, qui arrivaient gracieusement appuyées l'une sur l'autre, fermaient la marche.

La plus grande était fort belle. Simplement coiffée avec ses cheveux noirs arrondis en tresses sur son front, elle rappelait ces magnifiques profils de femmes sculptés sur les camées antiques. L'autre était plus jeune, plus petite, ronde de taille, rose de visage avec des sourires sur les lèvres et dans les yeux, jolie mais délicate, malgré ses joues pleines et ses yeux brillants.

— Qui entre ? demanda M. de Morinville en essayant de se retourner sur son fauteuil.

— La jeunesse et M. Basile Richon, répondit Mlle. Hortense.

— Hortense, dis donc à.....à.....à....eh bien, tu ne peux pas me dire le nom....?

— A Hippolyta ?

— Non.

— A Pauline ?

— Non, que diable !

—A moi, mon oncle ! s'écria la jeune fille blonde, à Berthe, n'est-ce pas ?

—Oui, c'est cela, à Berthe..... Hortense ne sait plus dire un nom.

—Que me voulez-vous ?

Berthe s'était agenouillée à ses pieds, sur un coussin, et lui mettait sa figure rose sous les yeux.

—Hippolyta t'a-t-elle montré le le.... le sabre, non, la plume... non.

—Le cachet que M. André lui a envoyé ? elle me l'a montré, mon oncle, il est très-beau.

Elle se détourna et s'adressant à Mme. Richon :

—Connais-tu les armes de Kermarc'hat, maman ? demanda-t-elle.

—Non, je les ai vues, mais je ne m'en souviens plus.

—D'argent à la quintefeuille de gueules ? je crois, dit Mme. de Morinville solennellement.

—Non, ce n'est pas cela. Ah ! je n'ai plus de mémoire. Où est Hippolyta ?

—Me voici, mon père.

Et Berthe s'étant levée, la belle fiancée d'André de Kermarc'hat prit sa place sur le coussin.

—Quelles sont les armes de ton futur mari, mon enfant ?

Hippolyta répondit :

—D'hermines à la quintefeuille de gueules, mon père.

Elle dit cela simplement, d'une voix harmonieuse et vibrante. Sa belle bouche n'eut pas la contraction orgueilleuse qui avait plissé les lèvres minces de Mme de Morinville.

—Raoul... non, André viendra-t-il aujourd'hui ? redemanda le vieillard.

—Je ne le pense pas, mon père, car je me suis bien gardée de lui dire que c'était demain votre fête.

—Pourquoi ?

—Parce qu'il a des affaires qui l'appellent à Rennes, et qu'il se doit

tout entier à ce grand procès que le malhonnête associé de son père lui a intenté.

La raison parut bonne au vieillard, et Hippolyta se releva.

—Si vous dansiez ? s'écria tout à coup la petite Pauline Richon ; il y a des messieurs.

—Dansez, oui, dansez, dit M. de Morinville.

Hippolyta regarda Mme. de Morinville, qui lui fit un signe d'assentiment.

Les parents retrécirent le cercle qu'ils formaient, Hippolyta se dirigea vers le piano et l'ouvrit. Ses mains fines se posaient sur les touches quand Pauline, qui attendait en vain un danseur, éleva de nouveau la voix :

—Ma tante, dit-elle en s'élançant vers elle et en lui appuyant ses deux mains sur les bras, attendez un instant, je vous prie. Personne ne m'a invitée, mais je vais danser quand même, car voici M. André.

A la porte entr'ouverte du salon apparaissait un jeune homme blond, élégant, de la plus gracieuse figure. C'était André de Kermarc'hat.

Il y avait eu autrefois dans cette grande salle de Kermarc'hat, et il y avait maintenant dans le salon moderne de la villa Bruyère, un portrait de famille dépassant les proportions ordinaires, vers lequel se tournaient avec complaisance depuis des siècles les regards de tout ce qui portait le nom de Kermarc'hat. C'était l'homme célèbre de la famille, un fougueux seigneur qui avait guerroyé au service de la Ligue plutôt qu'un véritable ligueur, redoutable batailleur à l'œil ardent, au visage sombre, peint en pied, et appuyé sur une lourde pertuisane qu'aucun de ses descendants n'aurait pu facilement soulever. Chaque fois qu'il naissait un garçon dans la famille, on supposait gratuitement qu'il aurait plus ou moins de ressem-

blance avec le partisan du duc de Mercœur.

Le blond André lui-même, ce jeune homme aux formes un peu grêles, au teint si délicat qu'on voyait à la moindre émotion des lignes roses traverser ses joues et aller se perdre dans sa fine moustache, avait été de tout temps déclaré le portrait vivant de son belliqueux ancêtre.

En se voyant découvert, il s'avança dans le salon et s'arrêta un instant pour accepter en souriant l'invitation que Pauline jugeait à propos de lui adresser, et puis il alla saluer les dames et M. de Morinville, auquel il souhaita une heureuse fête.

— Pour qui le bouquet ? lui demanda tout à coup Pauline qui s'était sans façon accrochée à son bras, est-ce pour moi ?

Elle avait aperçu dans la main gauche du jeune homme une touffe de fleurs qu'il dissimulait derrière son chapeau.

André sourit, arracha du bouquet un beau brin de bruyère rose, et lui abandonna les fleurs.

Pendant que la petite fille s'en allait triomphante montrer son bouquet et le faire sentir de force à son oncle Basile, le jeune homme se dirigea vers Hippolyta toujours assise sur son tabouret, et lui offrit la fleur symbolique. Un sourire le remercia, et, ce remerciement donné, Hippolyta attaqua l'ouverture.

Il y eut un moment de confusion, mais bientôt les quadrilles s'organisèrent, et on se mit à danser à peu près en mesure.

Pour la seconde contredanse, ce fut André qui se mit au piano. Le descendant des vieux sires de Kermarc'hat, le directeur actuel de la fabrique de toiles de la villa Bruyère, n'était ni un guerroyeur, ni un industriel ; c'était un artiste hors de sa voie. S'il ne s'inquiétait guère

des discours qui se prononçaient à la Chambre, si, chose plus grave, il ne voyait pas très-clair dans ses propres affaires ni dans les affaires industrielles en général, il savait par cœur le dernier opéra et la mélodie nouvelle.

Depuis la mort de son aïeul, il se laissait dominer par son goût favori ; le meilleur de son temps se passait en tête-à-tête avec son violoncelle, et il abandonnait à des employés subalternes la gestion de la fabrique, ce qui était une lourde faute. Ce n'était pas qu'il fût incapable, mais les aspirations de son esprit étaient ailleurs. C'était un artiste dans le sens que de nos jours on donne volontiers à ce mot, un cœur d'or, une tête légère, facile comme un enfant, impressionnable comme une femme, et généreux de son or jusqu'à la prodigalité.

Une fois à ce piano, il oublia jusqu'à sa brune fiancée elle-même, et, le quadrille joué, il attaqua un morceau nouveau d'un célèbre compositeur allemand. Il le joua avec un tel entrain, que quand il finit des applaudissements éclatèrent.

— Je fais un acte de modestie en me mettant maintenant au piano, dit Berthe gaiement. Personne ne vaut M. de Kermarc'hat, même pour faire danser. Pauline, passe-moi ma musique que j'ai posée là-bas.

Elle indiquait du doigt une chaise placée dans l'embrasure d'une fenêtre. Pauline se précipita de ce côté, mais, ayant par hasard jeté les yeux dans la cour, elle s'assit gravement. Un des jeunes gens, qui avait remarqué l'expression de déplaisir qui avait assombri sa petite figure animée, se pencha vers une des fenêtrées :

— Voici Raoul, s'écria-t-il tout haut.

Les mains de Berthe s'immobilisèrent sur le piano ; les danseurs arrêtèrent leur élan, un sourire

éclaira la figure jaune de Mme. de Morinville.

Raoul !

Ces deux syllabes harmonieuses semblèrent apporter aux uns une joie profonde, aux autres un malaise visible.

Raoul ! ce nom remplissait le vaste salon ; il y avait du nouveau dans l'air.

ZÉNAÏDE FLEURIOT.

A Continuer.

LE DERNIER JOUR DU SIEGE D'ANCONE

Lamoricière savait choisir : à l'heure de son suprême dévouement, il avait confié le gouvernement de la province et de la place d'Ancone au comte de Quatrebarbes. Soldat intrépide, héros chrétien, digne de seconder un tel chef et d'ajouter à sa gloire, l'illustre Vendéen, celui que les orages de la tribune avait vu aussi ferme et aussi calme que devaient le voir les tempêtes de la mitraille, seconda admirablement son général, partagea l'honneur de ses combats et de sa défaite, et, rentré dans la retraite, écrivit les souvenirs de ce siège qui figurera dans l'histoire comme l'une des plus belles pages des annales de la Papauté, comme l'une des plus impérissables hontes du Piémont à la solde de la Révolution.

Ces "souvenirs d'Ancone" vont paraître, et nous avons la satisfaction d'en offrir l'avant goût à nos lecteurs, dans le fragment qui raconte les derniers épisodes de la défense.

J'ose dire que peu de lectures sont d'un intérêt plus profondément émouvant que celle-là : mon cœur bat encore des sentiments qu'elle m'a fait éprouver. Jamais la bravoure n'a été plus magnifique de simplicité et d'abnégation ; jamais cause plus sainte n'a été servie par un dévouement plus pur et plus

généreux ; jamais guet-apens plus infâme et oppression plus brutale n'ont surpris et écrasé une plus loyale vaillance ! L'indignation contre les bourreaux — car on ne peut pas employer le mot de vainqueurs pour parler des Piémontais — l'indignation n'est surpassée que par l'enthousiasme pour les victimes ; car les pontificaux ont été des martyrs et non des vaincus.

Et puis comme ce récit, qui n'emprunte rien qu'à la vérité toute seule, comme ce récit vient merveilleusement à propos ! Voilà que les conséquences de la longue tyrannie dont Castelfidardo fut le sanglant prélude, éclatent dans toute la Péninsule. Le succès de la perfidie et de la violence a porté ses fruits : c'est l'épuisement, c'est la banqueroute, c'est la rume, c'est la guerre à outrance. La dernière convulsion commence : n'est-ce pas l'aurore de la justice qui se lève ?

Donc, il faut que l'Europe sache, par le détail et par les témoins, quel a été l'opprobre du premier triomphe, afin que le châtement se mesure aux attentats.

Aussi qu'on lise ce "dernier jour du siège d'Ancone" ; qu'on assiste à cette lutte désespérée du droit et de l'héroïsme, qu'on voie Lamoricière sur les débris fumants de sa dernière batterie ; qu'on entende les canons piémontais tonnant

sur les murs en ruines que ne protège pas même le drapeau blanc de la capitulation ; il n'y a point de réquisitoire de la conscience publique qui vaille ce tableau, si éloquent dans sa terrible simplicité.

Grâce à Dieu ! les applaudissements du monde on déjà vengé Lamoricière ; et sa tombe est entourée d'une auréole immortelle. D'autres réparations viendront en leur temps, et ce temps approche.

Le matin de la bataille, le général en chef de l'armée papale avait enlevé de la basilique de Notre-Dame-de-Lorette le drapeau de Lépante ; la main des agresseurs du Saint-Siège ne devait pas souiller l'étendard de don Juan d'Autriche. Ce drapeau a été remis à Pie IX ; il rentrera victorieux encore dans le sanctuaire, à l'ombre duquel a été versé le sang de nos frères martyrs.

Quant à M. de Quatrebarbes, pareil au "loyal serviteur", il lui a été donné d'écrire la campagne dernière du Bayard d'Ancône. Comme son chef, il est "sans peur et sans reproche". Au nom de l'honneur français et de l'honneur chrétien, tous les catholiques le saluent avec gratitude !

HENRY DE RIANCEY.

L'occupation du Lazaret par les Piémontais était sans aucun doute un échec déplorable. Mais rien n'annonçait encore que le jour qui se levait serait le dernier de la lutte. Le revers de la nuit n'avait pas même été sans compensation. A deux heures du matin, plusieurs chaloupes de la flotte, profitant de l'obscurité et d'un ciel couvert de nuages, avaient tenté de couper la chaîne qui fermait le port. Accueillies par le feu de mitraille de nos canonnières, elles avaient failli sombrer en vue de la jetée ; plusieurs marins avaient été tués, et

d'autres ne s'étaient sauvés qu'en se jetant à la mer et en regagnant leurs navires à la nage. La canonnade de Monte Scrima continuait sans plus de succès que la veille ; une nouvelle batterie, construite pendant la nuit à l'entrée du faubourg de Borgo Pio, venait d'être désemparée. Dès que le général l'avait aperçue, il avait concentré assez de feux sur elle pour en démonter tous les canons. Restait le Lazaret, dont les tirailleurs, postés à quarante ou cinquante mètres de la porte, incommodaient beaucoup nos canonnières et les fantassins qui les soutenaient.

Le capitaine Castella reçut l'ordre de monter avec deux cents hommes sur le vapeur le *San-Paolo* et de s'emparer du Lazaret de vive force. Comme il n'avait pas d'échelles d'escalade, les artilleurs de Porta Pia furent chargés de défoncer la porte à coups de canon. Mais au moment où cet intrépide officier allait mettre le pied sur le pont du petit navire, le général de Courten lui transmettait un contre-ordre de la part du général en chef. Le brave capitaine Mayer accourait sur l'esplanade de Capo di Monte avec sa batterie, et foudroyait le Lazaret, battu en même temps par les six pièces placées en barbette sur la batterie de la Lanterne, aux ordres du lieutenant Wesminsthal, les canonnières du capitaine Uhde et les deux pièces qu'il avaient amenées de Castellfardo. Cette pluie de fer éteignit en un instant le feu du bataillon qui occupait cet ouvrage. Décimés par nos boulets et la mitraille, les Piémontais cherchèrent en vain à faire retraite et à traverser le bras de mer qui les séparait de la terre ferme. Les chaloupes dont ils s'étaient servis étaient brisées, plus de la moitié de leurs soldats gisaient morts ou blessés sur les

remparts ou dans les cours : et il ne restait qu'une seule ressource à ceux qui survivaient, c'était de se réfugier dans les caves voûtées du Lazaret, et d'y attendre la fin du combat.

L'armée de terre semblait assister irrésolue et indécise à ce sanglant spectacle. Une forte masse d'infanterie s'était dirigée vers Monte Pelago. Elle avait fait halte en dehors de la portée de nos canons ; et quelques bombes perdues avaient suffi pour l'arrêter, en éclatant sur la tête de la colonne.

Mais tout à coup la scène change : la flotte, qui depuis le matin restait sous vapeur, s'ébranle à un signal donné. Nous voyons ses onze frégates s'avancer dans le meilleur ordre et commencer le feu à 2,500 mètres, en formant une longue ligne demi-circulaire autour du port. A cette distance, où nos boulets n'arrivent pas, leurs bordées couvrent de feux toute la rade. Les pièces en barbette de la Lanterne sont brisées, leurs affûts volent en éclats ; nos six canonniers, entr'ouvertes par les énormes projectiles de l'ennemi, s'enfoncent dans la mer. Bientôt on n'aperçoit que le sommet de leurs mâts, où flotte encore le pavillon pontifical. Le capitaine Uhde, n'ayant plus que ses deux pièces de Castelfidardo, les retire de leurs embrasures, dans le vague espoir d'atteindre un navire plus rapproché que les autres, et combat à découvert, tant que ses canons ne sont pas brisés et qu'il lui reste un homme debout.

Le lieutenant Westminsthal, descendu dans la batterie voûtée, pointe lui-même ses derniers canons, va d'une pièce à l'autre et enflamme ses artilleurs de son indomptable courage. Un boulet, qui en ricochant frappe sans l'entamer sur le bordage d'un navire,

suffit pour faire jaillir une lueur d'espérance. Que lui importe d'ailleurs la vie ? Son sacrifice est fait ; il a juré d'être jusqu'à la mort fidèle à sa fiancée ; il veut être enterré avec elle dans le même tombeau. Le sous-lieutenant Delle Piane suit l'exemple de son chef, tous ses artilleurs l'imitent. C'est le sublime du dévouement militaire, c'est l'héroïsme du sacrifice religieux, à la manière des martyrs du Colisée, qui voyaient du haut du ciel des palmes descendre sur leurs têtes, et bravaient, le front serein, les tigres et les lions.

Des devoirs de tout genre m'avaient retenu forcément depuis le matin au palais de la Délégation, et je suivais cette scène terrible, de la grande salle, où je donnais des signatures. Bientôt n'y tenant plus, et envoyant promener toute besogne administrative, je descends à la hâte et me dirige vers le port. La mer bouillonnait sous les boulets en flocons d'écume blanche ; deux ou trois canons de la batterie Westminsthal tiraient encore ; à gauche, du côté du Lazaret, le bastion Saint-Augustin tenait toujours. Une balle, qui vint en ricochant expirer sur mon bras, m'indiqua cette direction. Je n'avais plus de commandement à exercer, tout le monde était devenu soldat dans cette dernière lutte. Sept braves artilleurs occupaient seuls la batterie ; il n'y avait qu'un chef de pièce, et pas même un sous-officier. Je remplaçai le chef de poste, et pris le commandement.

Les vapeurs de l'escadre se rapprochaient de la batterie du môle, dont les feux s'éteignaient un à un. La frégate montée par l'amiral Persano était en tête ; s'embossant alors à deux cents mètres de la vieille tour, elle commence à battre en brèche avec ses boulets pleins de 40 kilogrammes le massif de maçon-

nerie de 4 mètres d'épaisseur, où la chaîne était scellée. Elle est bientôt secondée dans son travail de destruction par le reste de l'escadre, sans avoir autre chose à redouter que les boulets de la citadelle. Du reste, aucune pièce ne défendait plus la rade, la batterie Monte Marano était éteinte, et il ne restait d'intact dans l'intérieur du port que cette pauvre pièce de 18 de la batterie Saint-Augustin (1).

Le courage des sept artilleurs qui la servaient ne se démentit pas une seconde dans ce moment suprême. Ils avaient enfin ce qu'ils voulaient, un vaisseau pour point de mire, à bonne portée de leur canon. Chargeant leur pièce avec le même sang-froid et le même entraînement qu'à l'exercice, ils se faisaient vérifier le pointage, approchaient la mèche de la lumière, puis couraient aux embrasures abandonnées de la batterie, pour se rendre un compte exact de la justesse de leur tir. Tous les coups portaient à cette distance rapprochée; mais il suffisait d'un tampon goudronné, appliqué par un calfat, pour boucher les trous. Nous n'avions ni obus ni boulets explosibles; nos artilleurs ne semblaient pas même le regretter, ni s'en apercevoir; seulement ils paraissaient froissés de ne pas recevoir une bordée en échange de chaque coup isolé qu'ils adressaient à la frégate. C'était un manque d'égards dont ils se plaignaient en riant; et quand l'amiral Persano, impatienté du feu de la batterie, nous envoyait à la fois trente ou quarante boulets rayés, qui passaient comme un ouragan sur nos têtes, et venaient s'incruster dans les bâtiments en

en face et trouser leurs murailles, nos artilleurs battaient des mains et criaient: "A la bonne heure!" Séparés de la flotte à peine par six cents mètres, placés au-dessous du but en blanc dans notre batterie rasante, nous avons peu de chose à craindre de l'ennemi, qui était trop occupé ailleurs pour rectifier son tir.

Westminsthal venait d'être tué d'un coup de mitraille; il était tombé dans son linceul de gloire, au moment où sa dernière pièce était brisée, où il ne lui restait pas vingt artilleurs debout sur les cent-vingt qu'il commandait. La lutte touchait à son terme, un trait admirable devait en couronner la fin.

Le capitaine Castella venait de monter au palais de la Délégation pour prendre les ordres du général de Courten, lorsqu'il aperçut tout à coup un drapeau blanc remplacer au sommet du phare la bannière pontificale; il le fait remarquer au général indigné, et s'offre immédiatement pour le faire disparaître. Gagnant rapidement la porte Marina, où tous les boulets qui manquaient la lanterne se donnaient rendez-vous, il suit en courant la jetée du phare, arrive à l'entrée de la batterie, au moment où le brave lieutenant autrichien Verbeck en sortait avec vingt-cinq hommes.

Voici en quels termes les peint mon vaillant camarade, dans sa relation imprimée du *Dernier jour du siège d'Ancône*: "Ils ressemblaient plus à des démons qu'à des soldats, leurs cheveux et leurs habillements étaient brûlés, leurs visages noircis tachés de sang et de plâtre. Je leur demandai ce que cela signifiait.—Venez le voir vous-même me dit le lieutenant en me conduisant dans la Casemate.

"Aucune plume humaine ne saurait rendre l'horreur de la scène qui s'offrit à mes yeux.—Oh! l'en-

(1) C'est à tort que le capitaine Castella, dans son récit du dernier jour du siège, a dit que cette batterie était entièrement démontée. Il y restait une pièce de 18.

fer du Dante ! m'écriai-je. Aucun de nos canons ne reposait sur son affût, les meurtrières étaient devenues de larges brèches par lesquelles entrait de temps en temps un projectile qui éclatait ; des monceaux de cadavres et de blessés, du sang partout, des ombres qui s'agitaient au milieu de l'épaisse fumée qui remplissait la casemate, le tout dominé par le tonnerre de l'ouragan et par les cris des blessés.

“ J'aperçus à travers des débris de chair humaine un uniforme et une épée d'officier.

“ — Quel est cet officier ? demandai-je au lieutenant Verbeck qui était derrière moi. — C'est, me répondit-il, le commandant de la batterie, le lieutenant Westminsthal.

“ Je me découvris devant cet héroïque jeune homme, et par une réaction nerveuse que je ne puis maîtriser, je me mis à pleurer ; puis, serrant la main du lieutenant Verbeck, je lui dis : — Vous avez raison, vous ne pouvez plus tenir, il n'y a rien à faire ici (1).

“ J'avais un engagement à remplir, celui de faire disparaître le drapeau blanc. Je quittai Verbeck, et me dirigeai vers l'escalier tournant de la tour ; les premières marches étaient détruites par les boulets ; la tour elle-même, trouée de part en part tremblait sous mes pieds ; enfin j'arrive au sommet, je coupe avec mon sabre les attaches qui retenaient le drapeau blanc, et le jette à la mer du côté de la frégate, qui était à portée de pistolet, puis avisant dans un coin de la plate-forme une caisse de signaux, j'en tire un blanc et jaune et le fixe sur la corniche de la tour.

(1) Le lieutenant Verbeck avec ses vingt-cinq hommes, reste des 150 Autrichiens qu'il commandait, se rallia à la compagnie du capitaine Graziosi et du lieutenant Di Pietro, qui avaient bravement pris position à la porte de la Marine, pour s'opposer à toute tentative de débarquement.

“ Au moment où je descendais, une fumée épaisse montait l'escalier. On avait amassé une certaine quantité de pièces de bois pour blinder la batterie à barbette. C'était ce bois qui brûlait. J'aperçus en sortant dans l'angle rentrant formé par le rempart quatre soldats auxquels je fis signe de me suivre, en leur montrant l'incendie qui s'étendait ; je savais qu'il y avait dans l'ouvrage un magasin à poudre, et je me doutais bien que tout n'était pas fini ; en effet c'est pendant notre rapide course de la lanterne à la porte de la Marine, qu'eut lieu l'explosion du môle qui, au dire de l'amiral Persano, frappa de stupeur la flotte et fut entendue à vingt lieues à la ronde. Les débris lancés à une hauteur considérable, allèrent tomber jusqu'au-dessus de l'arc de triomphe de Trajan. Un silence de mort succéda au lugubre dénoûment de ce drame...”

Toute résistance devenait dès lors impossible ; la chaîne qui fermait le port, était coulée au fond de la mer avec la maçonnerie qui la soutenait ; c'était un brèche de cinq cents mètres, et pas un seul obstacle n'empêchait la flotte de débarquer sur les quais, au centre de la ville, ses compagnies de marins. Le général qui suivait, du point le plus exposé de la citadelle, cette dernière lutte, n'avait plus qu'un devoir à remplir. Aucune douleur ne lui manqua.

“ J'étais depuis une heure et demie, raconte un témoin oculaire, occupée à observer les mouvements d'une colonne d'infanterie, qui semblait vouloir menacer la Lunette et le Gardetto ; les batteries de Monte Scrima continuaient à lancer des projectiles, qui éclataient à chaque instant au-dessus de ma tête, et j'ignorais complètement ce qui se passait à mes pieds, lorsque le gé-

néral lui-même vint me frapper sur l'épaule, et me montra du doigt le drapeau blanc hissé sur la citadelle. Du revers de son gant il essuya une larme. Vous dire ce que je ressentis en ce moment m'est impossible, je n'entendais plus siffler les obus, j'aurais voulu être tué sur place. Ceux qui n'ont pas vu les yeux du général quand le canon gronde, ne savent pas l'effet produit par une larme tombée de ces yeux-là (*Lettres de Roger de Ternes.*)

Au même moment cessait le feu de la batterie Saint-Augustin, et deux coups de canon, les derniers qui retentirent sur la rade, restaient sans réponse. Il était environ quatre heures du soir, quand nous quitâmes ces ruines.

Tous les forts arborèrent immédiatement le pavillon blanc à l'exemple de la citadelle. Le général avait envoyé le loyal major Maury à bord du vaisseau amiral pour traiter de la capitulation. Le feu cessa de part et d'autre, et les choses restèrent ainsi jusqu'à neuf heures du soir.

J'étais monté à la citadelle, où je trouvai le général se promenant seul dans la casemate. Les officiers de son état-major respectaient son silence. De temps à autre il s'arrêtait, ses épais sourcils se contractaient, et ses yeux noirs lançaient des éclairs. Dieu seul sait la lutte qui se passait alors dans son âme.

“ Sur combien d'hommes puis-je compter, si la capitulation n'est pas acceptée ? me dit-il, en m'apercevant. — Sur mille ou douze cents, mon général. — C'est assez pour la garnison du camp retranché et de la citadelle ; et nous pouvons, en abandonnant la ville, prolonger au besoin la défense de quarante-huit heures. Ce serait un devoir sacré si nous avions seulement une vague

espérance de secours.” Il continua quelques instants sa promenade silencieuse, revint à moi, et me dit : “ Aujourd'hui ce serait un suicide inutile.”

Je regardais avec une profonde émotion ce glorieux et loyal soldat, ce conquérant, ce vainqueur d'Abdel-Kader et des Arabes, qui n'avait jamais connu de défaite, cet héroïque défenseur de la société et de la civilisation chrétienne, aujourd'hui vaincu, prisonnier de guerre, à la merci d'un ennemi obscur, qui ne devait ses succès qu'au nombre, à la trahison, à la perfidie et à la ruse. Son teint était pâle, mais nul sentiment violent ne contractait les traits de sa noble et belle figure ; bientôt on n'aperçut sur son front que le calme d'une volonté inclinée sous la main de Dieu.

Il revint alors à nous, et nous expliqua les motifs qui l'avaient engagé à envoyer un parlementaire à l'amiral Persano. L'armée de terre ne s'était emparée jusqu'ici que de redoutes en terre éloignées de nos ouvrages. Elle commençait même à peine le siège, car l'occupation momentanée du Lazaret eût tourné infailliblement contre elle, sans l'attaque de la flotte. C'était donc bien l'amiral Persano, et non le général Fanti, qui avait hâté la reddition de la place. Il ajouta que le même résultat eût pu être obtenu depuis dix jours, si l'amiral avait moins douté de ses forces, que rien ne l'empêchait alors de couler nos canonnières, de démonter nos batteries, à une distance où nos canons ne pouvaient l'atteindre ; mais que le bon Dieu, qu'il fallait toujours bénir même dans les revers, nous avait évité cette honte.

Nous écoutions religieusement ces graves paroles, en attendant le retour de notre parlementaire, lorsqu'un coup de canon, suivi d'une

vive fusillade, retentit subitement. Le général croit à une erreur, à une méprise, et donne l'ordre aux clairons de sonner sur toute la ligne la cessation du feu. Le canon continue de gronder, et bientôt de nouvelles pièces, placées dans la batterie construite la nuit précédent à la tête du *Borga*, et que nous avons réduite au silence, ouvrent le feu dans la direction de la porte Pia.

Le général écrit à la hâte une lettre au général Fanti, charge le major Caïmi et un autre officier de la remettre. Les Piémontais commencent par tirer sur nos parlementaires, viennent les reconnaître ensuite, puis leur bande les yeux et les conduisent chez un officier général, qui brise le cachet de la lettre adressée à Fanti, répond qu'il n'a pas d'ordre pour faire cesser le feu, et les congédie.

Trois nouvelles batteries sont ouvertes sur la citadelle et la ville. La population, folle de frayeur, encombre la place du théâtre, et accuse à grands cris le général de consommer par une résistance insensée la ruine d'Ancône, et de vouloir se faire sauter ensuite.

Je descendais en ce moment de la citadelle, suivi de M. de la Perraudière, avec la mission de ne répondre au feu de l'ennemi que dans le seul cas où il tenterait de pénétrer de vive force dans la ville. Le même ordre avait été transmis par le chef d'état major de la brigade de Courten, le brave capitaine Rivalta, au major Einen, au capitaine Castella, à tous les chefs de poste qui avaient la garde de l'enceinte. Profitant d'un de ces courts instants où la peur faisait taire le tumulte, je lance ces mots à la foule : " C'est le souhait de bienvenue de vos amis les Piémontais ! — Non, non, répètent mille voix confuses, c'est le géné-

ral Lamoricière qui veut nous faire égorger tous jusqu'au dernier. — Mais malheureux, écoutez donc, reprend M. de la Perraudière ; le général est à la citadelle, et tous les boulets viennent dans la direction du *Borgo Pio*. Il est du reste bien facile de vous en assurer. Qui, parmi vous, a le courage de venir avec moi ? " Un jeune homme fait quelques pas en avant, puis rentre dans la foule. Il venait d'entendre le sifflement aigu de cinq ou six boulets rayés qui éclataient en rasant les toits des maisons de la place.

A cet argument sans réplique, au bruit des tuiles brisées, et des cheminées qui tombent avec fracas sur les pavés, une terreur électrique s'empare de cette multitude. Elle fuit, se heurte et se divise dans toutes les directions, en jetant de longs cris d'effroi. En moins de deux minutes la place est balayée, et il n'y reste que M. de la Perraudière et moi, ne pouvant nous empêcher de rire de cette panique subite.

Cent ou cent-cinquante bouches à feu continuaient de vomir sur Ancône des projectiles de toute nature. Le général, en proie à une inquiétude mortelle, avait envoyé à trois heures du matin au général Fanti une seconde lettre et un second parlementaire, le capitaine Balzani. A chaque instant il s'attendait à apprendre que la ville était emporté d'assaut, car l'ennemi était descendu des hauteurs de Monte Pelago dans la vallée des Jardins, avait occupé les faubourgs en face, et placé en batterie ses pièces de campagne à cinquante mètres de la porte Farina. La nuit était très noire, et les Piémontais avaient profité de l'obscurité pour se masser au pied du bastion Saint-Pierre, et préparer l'escalade des remparts.

Bientôt la canonnade éclate contre la vieille porte, qui eût volé en éclats sans une épaisse traverse de sacs à terre que le capitaine Castella, toujours infatigable, avait fait établir la veille. Il était là, sans faire feu, à la tête d'un peloton de réserve. Le lieutenant d'artillerie Pierantonio, était prêt à le seconder, avec deux pièces d'artillerie chargées à mitrailles, placées à droite et à gauche de la porte pour prendre l'ennemi en flanc.

Tout à coup une nombreuse colonne débouche des maisons du faubourg et se précipite sur la porte, aux cris de *Vive Savoie!* Reçu par un feu à bout portant, elle reste un instant indécise. Les cris de ses chefs: *En avant! en avant!* lui rendent son énergie. Elle se rue avec fureurs contre les débris de la porte, que les sapeurs achèvent de briser à coups de hache. Déjà disparaissaient les sacs à terre, et la brèche s'élargissait: "Mes enfants, il est temps, crie le brave Castella aux soldats de sa réserve. Ne tirez pas un coup inutile." Cette fois l'ennemi se retire en désordre, en emportant cependant ses blessés et ses morts, excepté un officier du génie, qui resta suspendu aux anfractuosités de la porte.

Une tentative du même genre à l'angle où le bastion des Zoccolanti touche le camp retranché, fut déjouée en même temps par le général Kanzler, qui accueillit les Piémontais par deux volées de mitraille. L'ennemi, rudement repoussé sur tous les points, renonça à toute attaque de vive force, et le feu cessa de part et d'autre sur toute la ligne de l'enceinte.

Le capitaine Castella revint bientôt nous en donner l'assurance, accompagné du capitaine Rivalta; il venait d'escalader les débris

amoncelés autour de la porte Farina, et, sans autre précaution qu'un mouchoir blanc à la main, il avait demandé au colonel Pallavicini s'il entendait recommencer l'attaque, et de verser inutilement le sang de ses soldats. Il fut convenu que l'on attendrait des deux côtés le résultat de la capitulation.

Cependant le feu n'était pas complètement éteint, et les Piémontais lançaient toujours des bombes sur la ville. Arrêté plusieurs heures par le brigadier Cugia, avant de pouvoir pénétrer auprès du général Fanti, le capitaine Balzani n'était pas encore de retour. Le général crut devoir envoyer un troisième parlementaire, et son choix s'arrêta sur Roger de Terves. Parvenu près de Fanti, l'énergique jeune homme lui demande avec une certaine hauteur comment il avait continué de bombarder une place couverte par le drapeau blanc, qui ne se défendait pas, et pourquoi jusqu'ici il n'avait adressé aucune réponse aux deux lettres du général de Lamoricière. "*Je n'ai pas reçu la première*, répondit le général; quant à la seconde, votre parlementaire emporte ma réponse." Puis il envoya un de ses aides de camp à la recherche de la lettre qu'il disait égarée.

Le bombardement cessa alors de toutes les batteries, la capitulation était définitivement acceptée; mais elle ne fut signée que sur les deux heures du soir, après divers échanges de parlementaires; à midi, les Piémontais occupaient les portes de la ville.

Le siège avait ainsi duré douze jours, du 18 au 29 septembre, avec une garnison insuffisante, qui représentait à peine le dixième de l'armée assiégeant; le tiers de nos canons était brisé ou démonté, le cinquième de nos hommes hors de

combat, et sur quatre cent cinquante artilleurs, nous en avons vu tomber plus de trois cents. Ce chiffre couvre tout, même les faiblesses, le général avait inspiré à un grand nombre son courage, à quelques-uns son héroïsme. Il avait défendu une à une toutes ses positions dans des conditions désespérées, et s'il n'avait pas tenté de sorties pour les reprendre, c'est qu'il lui manquait, comme il me le disait avec douleur, un bataillon de zouaves.

Avec une misérable artillerie de tous les calibres de l'Europe, il avait démonté les batteries rayés de l'ennemi, toutes les fois qu'elles avaient été établies à la portée de nos boulets.

Les Piémontais comptaient dans les ambulances et les hôpitaux plus de trois mille blessés, un seul régiment, de leur aveu même, avait perdu dans un jour vingt-sept officiers. Ces chiffres, plus exacts que ceux du général Fanti (1), et qui

(1) Les erreurs du rapport du général Fanti sont tellement nombreuses, qu'il faudrait plusieurs pages pour les signaler. Je ne citerai ici que les principales :

1o. Sur le champ de bataille de Castelfidardo le général Cialdini donne l'ordre aux troupes qui occupaient Comerano d'ôter tout moyen de retraite à la colonne ennemie sortie d'Ancône. Le brigadier Avenoti attaque la queue de la colonne, et lui fait 270 prisonniers, parmi lesquelles 17 officiers.

Nous avons vu que la sortie dirigée par le général de Courten avait eu lieu le 17 et non pas le 18, et que pas un seul coup de fusil n'avait été tiré.

2o. "Je pris pour point de mire du siège le point si important et si fortifié du Gardetto, qui par sa position et sa hauteur, nous permettrait, une fois pris, de battre avec succès les autres défenses de la place.

Le Gardetto n'a été attaqué que par les vapeurs de la flotte; l'ennemi n'a construit de ce côté ni tranchées ni batteries.—En vérité, en lisant de pareilles énormités dans un rapport officiel, ce serait à douter de la présence du général Fanti devant Ancône.

3o. L'inutile et désastreuse attaque de la lunette San-Stefano est passée sous silence.

4. "Le 26, le général Cialdini faisait diriger un feu soutenu avec des pièces de 16 de campagne contre la forteresse et le camp retranché à tel point qu'au coucher du soleil ces ouvrages n'étaient plus qu'un amas de ruines."

Les logements étaient troués et percés

supposent au moins quinze cents morts, ont été donnés par les religieuses de Saint-Vincent de Paul, d'Ancône, chargées de l'hôpital et des ambulances.

Ces résultats avaient été obtenus par de nouvelles recrues, par des conscrits, volontaires italiens, suisses, allemands, irlandais, qui hier encore, ne connaissaient pour la plupart ni la vie des camps, ni la guerre, ni même le maniement des armes. Le général en avait fait en quelques jours des soldats braves et disciplinés; avec eux, il avait châtié les bandes mazziniennes, et maintenu la plus parfaite tranquillité dans le territoire pontifical par le seul prestige de son nom.

Puis, quand le Souverain-Pontife, abandonné des puissances catholiques, était resté seul en face de toutes les trahisons et de la révolution couronnée, Lamoricière avait pensé qu'il valait mieux mourir dans le combat que de voir la ruine d'Israel et la destruction des choses saintes, il avait partout soutenu la lutte un contre dix, un contre vingt, sans compter ses ennemis, sans regarder en arrière. La victoire n'avait point secondé son courage, il avait été vaincu, oui, à la manière de ces grands Machabées dont l'Eglise, après deux mille ans, célèbre toujours la gloire. Il avait été vaincu, mais il avait sauvé l'honneur de la chrétienté; il l'avait emporté avec lui dans les plis du drapeau de Léopante, qu'il était seul digne de prendre sur l'autel de la *Santa Casa*, pour le remettre à Pie IX. (2).—*L'Union.*

par les boulets; mais pas une pierre n'était tombée des remparts. Ces quelques mots me paraissent suffire, pour faire connaître la véracité du rapport du général Fanti.

(2) Le matin du combat de Castelfidardo, le général s'était fait remettre le drapeau de Léopante, qu'il ne voulait pas, en cas de revers, laisser au pouvoir des Piémontais. Il l'a remis lui-même, à son retour, dans les mains de Pie IX.

EXPOSITION UNIVERSELLE DE 1867.

LE PALAIS ET SES ANNEXES. — LE PARC ET LES JARDINS.

Les travaux de terrassement nécessaires pour l'édification du palais sont déjà presque terminés. Les assises en pierre qui supporteront les colonnes et la charpente de fer de ce vaste édifice seront bientôt posées.

Si; jusqu'à ce jour, nous n'avons pas donné une description détaillée du palais et de ses annexes, c'est que la commission impériale n'avait pas encore terminé son travail, que les plans soumis à son approbation n'étaient pas encore définitivement adoptés, et que, dans une question aussi importante, nous ne voulions fournir à nos lecteurs que des renseignements exacts et certains.

L'Exposition universelle de 1867 aura lieu, ainsi que tout le monde le sait, au Champ-de-Mars, lequel sera divisé en deux parties.

Au centre du Champ-de-Mars sera édifié un vaste palais ayant la forme d'une ellipse sur une longueur de 500 mètres et une largeur de 380 mètres; il sera composé de neuf galeries couvertes et circulaires, et au milieu sera établi un très-beau jardin à ciel ouvert, d'une longueur de 160 mètres sur une largeur de 56 mètres.

La première galerie, qui entourera toutes les autres formera un promenoir couvert, dans lequel seront exposées des fleurs et des plantes de tous les pays; des statues et autres objets d'art, en bronze, en marbre, en poterie ou

en plâtre seront disséminés dans ce vaste promenoir.

Dans la deuxième galerie, à la suite de la précédente, et dont la largeur sera de dix mètres, seront installés les cafés, les restaurants, et l'on y exposera tous les objets nécessaires à l'alimentation, les boissons, les vins, le cidre, la bière, les liqueurs, les pâtes et les conserves alimentaires, etc., etc.

La troisième galerie sera consacrée à l'exposition des machines.

La quatrième galerie, d'une largeur de 23 mètres, contiendra l'exposition des matières premières servant à la fabrication.

La cinquième, d'une largeur de 33 mètres, est destinée à l'exposition des tissus, des vêtements et des costumes de tous les pays.

Dans la sixième galerie seront exposés les objets mobiliers.

Tout le matériel des arts libéraux, instruments de musique, etc., etc., sera exposé dans la septième galerie.

Les œuvres d'art de tous les pays trouveront leur place dans la huitième.

Enfin, dans la dernière galerie, tout ce qui concerne l'histoire du travail se trouvera exposé.

Huit avenues établies sur les côtés du Champ-de-Mars conduiront au palais; elles seront abondamment éclairées et garnies de plantations.

De grandes galeries couvertes venant de l'avenue la Bourdonnais

et de l'avenue de Suffren aboutiront aux entrées latérales.

Tout autour du palais et en dehors sur les jardins, seront disposées des chaudières à vapeur destinées à l'alimentation des machines qui fonctionneront dans l'intérieur. Sur la berge du quai d'Orsay seront installés de vastes hangars, sous lesquels aura lieu l'exposition nautique.

L'administration fera organiser un service régulier pour la distribution des eaux, l'éclairage et les précautions à prendre en cas d'incendie.

Telle sera la distribution du palais couvert, où se trouvera réuni tout ce que l'industrie du monde civilisé a pu produire jusqu'à ce jour, et qui formera la première partie seulement de l'Exposition universelle.

La deuxième partie, qui aura lieu en dehors du palais couvert, n'en sera pas la moins curieuse.

En effet, un vaste parc va être créé tout autour du palais ; il sera divisé en quatre sections dont nous allons faire connaître les destinations respectives.

La première, située sur l'avenue la Bourdonnais et le quai d'Orsay, sera consacrée spécialement à la France. Elle formera un vaste jardin, au milieu duquel sera creusé un lac alimenté par une rivière artificielle et dont les eaux s'échapperont d'une cascade de rochers. Au centre du lac s'élèvera un phare et sur le côté on édifiera une maison dans le genre vénitien.

Sur le côté gauche, près du lac, sera installée la tente impériale ; de l'autre côté, un vaste théâtre, dont M. Hostein, le directeur du théâtre du Châtelet, a obtenu la concession. Plus loin un établissement de photographie, à côté une église, et puis des kiosques, une grotte dans laquelle seront exposés

des instruments datant de l'époque antéhistorique dite l'âge de fer, une stéarinerie, une verrerie, un spécimen de boulangerie militaire, une vaste tente consacrée à l'exposition générale du ministère de la guerre, plusieurs kiosques, des ateliers de vitrerie, de galvanoplastie, une exposition d'aluminium, un grand café glacier, un hangar dans lequel seront exposées des presses à copier, des machines à papier, les presses de la *Patrie*, un kiosque destiné à la Société protectrice des animaux, et enfin des modèles d'habitations ouvrières exposées par l'Empereur et l'Impératrice.

En bordure de cette première partie du parc seront construits de vastes hangars destinés à l'exposition de la mécanique générale, des machines, des outils, du matériel des chemins de fer, des appareils de chauffage ; on y verra figurer une boulangerie, un modèle de minoterie, une brasserie, les articles de voyage, et enfin tous les produits de l'exposition du génie civil et des travaux publics.

La deuxième partie du parc, située de l'autre côté de la précédente, sur l'avenue de Suffren et le quai d'Orsay, sera spécialement réservée à l'Angleterre, aux Etats-Unis et aux différentes républiques d'Amérique, à la Chine, au Japon, à la Turquie, aux Etats barbaresques, à l'Egypte et aux principautés danubiennes.

L'Angleterre exposera un kiosque destiné à la société biblique et aux missions protestantes, des machines agricoles, des huttes, une ferme et une école.

L'empire du Brésil et celui du Mexique exposeront les différents produits du sol de ces deux pays et des spécimens de constructions.

Le Maroc enverra la tente impériale et les tentes des gardes de l'empereur ; la régence de Tunis

fera dresser, dans la partie du jardin qui lui est réservée, la tente du bey et un caravan-sérail.

Les Etats-Unis et les républiques d'Amérique auront aussi leurs expositions particulières, au milieu desquelles sera dressée la tente de la société d'ethnographie.

Dans le jardin réservé à la Perse, on verra une maison et un kiosque, ainsi qu'une fabrique d'opium.

L'Égypte fera dresser dans son jardin le pavillon du vice-roi, une maison et des fours à poulets.

La Turquie exposera une mosquée, une habitation maronite, un sarcophage et un spécimen des maisons du mont Liban.

Les principautés danubiennes exposeront un modèle de ferme et des étables souterraines.

L'Italie fera l'exhibition de l'appareil qui sert au percement du

mont Cenis, et des voitures pour le transport des malades.

Les Etats pontificaux feront dresser une vaste tente dans laquelle on pourra voir toutes les curiosités antiques provenant des fouilles entreprises à Rome et dans ses environs.

Dans le jardin du Japon, on remarquera un kiosque, une maison en bambous et le pavillon de chasse du prince Stayomy.

La Chine aura son café chinois, deux bazars, et, au milieu de son jardin, une tour en porcelaine.

Le royaume de Siam installera des kiosques et une maison.

Sur toute la façade de cette deuxième partie du parc seront établis de vastes hangards destinés aux exposants des nations dont l'énumération précède.

—*Journal des Villes et Campagnes.*

NAPOLÉON III.

Napoléon III est, dit-on, impénétrable. C'est à ce point de vue que je me place aujourd'hui. Il s'en faut qu'il soit tout d'une pièce ; ceux qui l'ont vu le jugent diversement. Son esprit ne se laisse pas aborder par tous et à toutes les heures ; il a ses jours de silence et ses jours d'expansion, et c'est à ceux qui ont voulu le faire parler qu'il s'est le moins ouvert. Il y a des moments où il ne croit qu'en lui, il y en a d'autres où il ne compte sur autrui, où il laisse la bride sur le col à ceux qui ont mérité sa confiance. Il n'y a rien dans ces propositions que je ne sois en mesure d'appuyer sur un fait.

Emile de Girardin s'imagine un jour qu'il fera accepter ses programmes de gouvernement au nouveau président de la république. Je dis ses programmes, car il est homme à en produire un et même plusieurs par jour. Plus il s'animait, plus ses idées s'accumulaient, plus l'empereur était froid et demeurait immobile. Emile de Girardin s'imagina qu'il ne comprenait rien à rien.

Un jeune homme qui avait dépensé trois cent mille francs dans un journal en moins de deux ans se croyait le droit d'aller dire en face au même président de la république ce qui lui semblait la

vérité. Reçu par Louis-Napoléon, il fit un premier discours, puis un second, puis un troisième; c'était très-bien pensé et très-bien dit. Les trois discours ne lui valurent qu'une réponse, trois fois la même, en ce peu de mots: *Il faut qu'un pays soit gouverné.* Ces six mots sont le fond de la politique de l'empereur.

Les deux hommes étant deux journalistes, on pourrait me répondre qu'il était naturel qu'envers eux l'empereur ne se mit pas trop en frais; je vais citer maintenant M. Molé et un de ses collègues que je ne nommerai pas, parce qu'il figure encore au premier plan de la scène politique. Ils faisaient au président de nombreuses visites, dans l'intention de l'endoctriner dans son intérêt et pour le bonheur de la France. L'un et l'autre étaient convaincus que le président ne savait autre chose que ce qu'ils lui avaient appris. Si, par hasard, il proférait quelques paroles, ils y trouvaient une intelligence désespérante; ils s'arrêtèrent à la pensée qu'ils n'en feraient jamais rien.

Un jour, ils se communiquèrent leur sentiment; c'était chez M. Molé, et M. Drouyn de Lhuys était présent. M. Drouyn de Lhuys avait été déjà le ministre des affaires étrangères de Louis-Napoléon. Les deux hommes d'Etat, traitant des sujets de diplomatie et exposant leur système, déploraient l'obstacle qu'ils trouvaient de la part du président pour le faire prévaloir. M. Drouyn de Lhuys défendait le président et réfutait les opinions de M. Molé et de son collègue. Son embarras était grand. Il avait témoigné toute sa vie à M. Molé un profond respect et commencé sa carrière diplomatique sous les auspices de l'autre homme d'Etat. Plus on traitait le président avec dédain,

plus il s'échauffait, et il vint un moment où il dit en colère: *Il est plus fort que vous.*

M. Drouyn de Lhuys avait découvert chez le nouveau souverain un art de s'avancer et de s'arrêter qui tranchait avec les anciens errements diplomatiques. Il jugeait vieille la politique des deux anciens ministres et jeune celle du futur empereur; il sortit étonné lui-même de la phrase qu'il avait prononcée. Ayant trouvé un de ses amis sur son chemin, il lui raconta ce qui précède, en lui disant: Je vous appellerai en témoignage, si l'on doute un jour de ma clairvoyance au sujet du prince président.

Dans les commencements du règne, on était avide de pénétrer celui que l'on croyait et que l'on croit encore impénétrable. Un ancien député, que l'empereur avait su distinguer à l'Assemblée constituante et auquel il eût la bonne grâce d'envoyer depuis, de son propre mouvement, la croix d'honneur, avait obtenu une audience du Président. Il avait promis à une tierce personne de lui traduire avec fidélité son impression. Cette personne court chez lui le lendemain. "Le prince s'est épanché avec moi avec tant d'abandon, dit-il au curieux désappointé, que, sans qu'il m'ait demandé le secret, en conscience je le lui dois. Je ne puis rien vous dire.

Un colonel suisse (M. Hubert Saladin), qui fréquentait les salons de la reine Hortense à Arenenberg, avait coutume d'entrer chez le jeune prince le soir au sortir du salon, où l'on jouait des charades assez souvent. Louis-Napoléon s'enfermait pendant ce temps-là pour travailler. Quand j'arrivais dit le colonel, nous prenions des cigares et nous parlions économie politique surtout. Quand je vais aux

Tuileries aujourd'hui, l'empereur est pour moi ce qu'il était à vingt ans, nous fumons de même et nous reprenons nos conversations du château d'Arenenberg. Les idées de l'empereur sont exactement les mêmes que celles qu'il avait alors, et il cause avec la même expansion.

Il est arrivé plusieurs fois à M. Guizot d'aller aux Tuileries comme président de l'Académie française à la suite des réceptions des candidats élus. L'empereur, dit M. Guizot, me garde longtemps ; je le trouve d'une extrême pénétration, et très-modéré ; il ajoute un mot qui signifie : trop confiant dans la fortune, la fortune de la France et la sienne peut être : Comme Napoléon Ier, il croit à son étoile.

J'ai été témoin d'un fait qui attira des milliers de regards ; il se passait en plein salon des Tuileries, dans la salle des Maréchaux, un soir de grand bal. L'empereur prit à part l'ambassadeur d'Angleterre, lord Cowley, et lui parla durant trois quarts d'heure. En véritable Anglais, lord Cowley n'ouvrait pas la bouche. Napoléon III ne cessait pas de s'exprimer avec animation, du ton d'un homme qui expose, qui tient à être compris et qui ne veut pas qu'il reste sur sa manière de voir le moindre doute. C'était vers le temps où la guerre du Mexique commença. L'empereur était debout, tout près du fauteuil qu'il occupe auprès de l'impératrice. Il avait commencé entre deux quadrilles ; ni quadrille ni valse ne purent l'arrêter.

J'arrive à une anecdote d'une plus haute importance et qui prouvera que l'empereur n'a pas toujours en lui-même une confiance imperturbable.

Nommé président de la république, il n'a rien de plus pressé que de courir au bois de Boulo-

gne, accompagné de Duclerc, un des ministres des finances de l'ère républicaine de 1848. Il allait trouver M. de Lamartine dans une petite maison où il passait l'été, et comme il était sur le point de se mettre à table, Duclerc lui annonce que le Président voudrait lui parler. Le rendez-vous était dans un lieu retiré du bois. M. de Lamartine monte à cheval ; Duclerc le conduit vers le Président, à cheval lui-même, et les laissa libres. Je viens vous demander, dit le prince, d'être mon premier ministre.—Votre premier ministre, moi, qui ai perdu toute popularité, vous n'y pensez pas !—Je suis inconnu à la France, il y a des préjugés contre moi dans les anciens partis. Qu'un homme tel que vous associe sa gloire à mon nom, la confiance m'entoure et mon gouvernement n'éprouve pas d'obstacles.—Si vous gouverniez mal, on en rejeterait la faute sur vous et s'il se fait quelque chose de bien on me l'attribuera, vous n'avez qu'à perdre dans ce que vous me proposez. Le prince fut pressant jusqu'aux larmes ; il étreignait le poète dans ses bras. La conférence dura très-longtemps.

Essayez d'autres ministres, concluait Lamartine, et il lui nomma ceux sur lesquels il pouvait fixer son choix : Odilon Barrot et Alexis de Tocqueville, par exemple. Essayez-en, disait-il, et si vous vous trouvez un jour à bout d'hommes, ce qui n'arrivera pas, et que sonât pour vous comme pour le pays l'heure du danger, il n'y pas d'heure du jour et de la nuit où vous ne me trouviez prêt à vous suivre.

Il se quittèrent ainsi. M. de Lamartine accepta plusieurs fois à dîner à l'Elysée, et il y eut, des Tuileries à la rue de la Ville-l'Évêque, des échanges de mots obli-

geants par des intermédiaires. Quand M. de Lamartine a désapprouvé une mesure, Napoléon III s'en inquiète et en exprime du regret. L'empereur et le poète ont du penchant l'un pour l'autre.

Ils ont écrit chacun une *Histoire de César* ; leurs livres ne pouvaient

se ressembler. C'est l'homme que juge Lamartine ; c'est la science du pouvoir que Napoléon III admire, et n'oublions pas que Châteaubriant a écrit de César, que c'est l'homme le plus complet de l'histoire.

— *Le Journal de Bruxelles.*

UNE PREMIÈRE REPRÉSENTATION.

VAUDEVILLE EN DEUX ACTES.

ACTEURS.

FRAINVAL, Père ;
FRAINVAL, Fils ;
ETEX, Ebéniste ;

PALROL, Avocat ;
DELVILLE, sous-lieutenant ;
LAPIERRE, domest. de M. Frainval.

(*La scène se passe chez M. Frainval.*)

SCÈNE PREMIÈRE.

DELVILLE, PALROL, ETEX,
FRAINVAL fils.

ENSEMBLE.

Air : *c'est le bon Vin.*

Rappelons-nous le bon temps de la vie,
Jours de plaisirs, de bonheur sans envie,
Jours d'amitié !
On est heureux et l'on est sage.
Et tout ce qu'on a se partage.
Jours d'amitié
Où tout est de moitié
Jours d'amitié
Où tout est de moitié.

PALROL. Ah ! c'est le bon temps ; déjà je le regrette ; la jeunesse ne vaut pas l'adolescence ; commencer à connaître le monde, c'est déjà commencer à le mépriser !

DELVILLE. Misanthrope à ton âge, oh ! c'est trop tôt. Je ne suis

pas encore là, je suis à mes premières épaulettes, à ma première garnison, on ne m'a pas encore fait de passe-droit, je trouve le monde charmant !

FRAINVAL. Je crois bien ! un sous-lieutenant de vingt ans doit penser ainsi : mais le lieutenant de trente-six !

DELVILLE. Fi donc ! dans seize ans ?

PALROL. Ton épaulette n'aura peut-être que changé d'épaule.

DELVILLE. Allons donc... tu rêves...

ETEX. Je crois que les rêves de sous-lieutenant sont bien beaux ! mais qu'ils sont bien courts !

DELVILLE. Maréchal de France !

PALROL. Tu rêves ! non, mon ami, capitaine !

DELVILLE. Ah ! M. l'avocat.

PALROL. J'ai peu d'illusions.

FRAINVAL. Il a vieilli ?

ETEX. Ou il a souffert ?

DELVILLE. Et toi mon brave Etex, que fais-tu ?

ETEX. Fidèle à notre rendez-vous, je viens après trois ans, vous donner une poignée de main, mais depuis le collège, ma destinée a bien changé.

PALROL. Comment !

ETEX. Mon père était un riche marchand de bois, il avait fait beaucoup d'affaires ; il en fit de mauvaises, il ne put supporter ses pertes, il mourut ; et pour conserver mon nom sans tache je sacrifiai tout ; orphelin sans fortune, sans état, je dus me faire une position...

DELVILLE. Il fallait t'engager.

ETEX. En temps de paix ?

PALROL. Faire ton droit ?

ETEX. Sans argent ?

FRAINVAL. Qu'as tu fait.

ETEX. Vous savez mes amis que j'ai profité de l'éducation que j'ai reçue ; les mathématiques, la mécanique surtout avait été l'objet de mes études.

PALROL. Tu donnes des leçons !

ETEX. Non, je veux être riche...

FRAINVAL. Tu fais des bateaux à vapeur !

ETEX. Pas encore, je suis ébéniste.

FRAINVAL. Ah ! mon frère de rhétorique, vous n'êtes pas fier !

ETEX.

Air : *Vous vieillirez, ô ma belle maîtresse.*

Vous vous trompez, mon âme est haute et
Et sans rougir je remplis mon état, [fière !
A la vertu mon âme est toute entière
Et mon rabot vaut l'arme du soldat !
A mon esprit je demande sans cesse,
Un beau travail pour pouvoir le finir.
Si mes talents me donnent la richesse,
Par mes bienfaits je saurai l'ennoblir.

PALROL. C'est bien, Etex, c'est digne de toi !

DELVILLE. A quoi te servent tes études ?

ETEX. A faire mieux que les autres, à me délasser et à me classer.

FRAINVAL. Ah, ceci c'est de l'aristocratie !

PALROL. C'est celle du talent, elle doit régner.

FRAINVAL. A bas le tyran !

DELVILLE. Et toi que fais-tu ?

FRAINVAL.

Air : *C'est bien le plus joli corsage.*

Je me dis : soyons rat de cave
Cela ne doit pas fatiguer ;
Je devins bientôt blême et have
Je ne faisais plus que bâiller ;
Alors je me livre au commerce,
Mais il fallait trop calculer ;
Il fallait passer ma jeunesse,
Ou ma jeunesse allait passer.

PALROL. Le fou...

FRAINVAL. C'est vite dit, le fou... pas si fou la vie est si courte...

ETEX. Qu'il faut la rendre utile.

FRAINVAL. Qu'il faut en profiter !... j'ai choisi un état.

DELVILLE. Et tu seras... ?

FRAINVAL. Silence, voici mon père...

SCÈNE II.

FRAINVAL, père.--Les précédents.

FRAINVAL, père. Ah ! bonjour, Messieurs, bonjour mes amis. Ah ! Delville, l'uniforme vous sied bien, vive l'uniforme !

PALROL. Oui, cela cache la médiocrité...

DELVILLE. Palrol !

PALROL. En général ; mais pour toi, Delville, tu ne peux me croire une pensée offensante.

FRAINVAL, fils. Aujourd'hui, que nous nous retrouvons après trois ans, cela n'est pas possible ; mais Palrol est avocat et quand une

pointe se présente, il faut la lancer ; même au travers d'un cœur ami, comme dit le poète.

FRAINVAL, *père*. Eh bien ! vous avez tous des états ; mon fils seul n'a pu se fixer.

DELVILLE. Il l'est, Monsieur.

FRAINVAL, *père*. Ah ! que va-t-il faire ?

DELVILLE. Dis donc, j'ai oublié ?...

ETEX. Il ne l'a pas dit...

FRAINVAL, *fils*. Il est aussi étourdi que moi ; j'aurais dû me faire officier ..

FRAINVAL, *père*. Il faut savoir obéir...

FRAINVAL, *fils*. C'est là le difficile.

DELVILLE. Mais il faut savoir obéir dans tous les états.

PALROL. Je suis indépendant.

DELVILLE. Mon Dieu, Messieurs de l'avocasserie, nous vous connaissons, vous parlez toujours de votre indépendance ; mais quand un riche client vient vous dire : je serai demain à six heures du matin dans votre cabinet, vous y êtes aussi exact que moi à l'exercice, et Etex à son travail ; l'homme d'honneur obéit toujours à son devoir et le lâche seul s'en plaint.

ETEX. C'est bien pensé, Delville !

DELVILLE. On me plaint d'être esclave !

Air :

Mais j'obéis avec plaisir,
Sans dégoût, sans contrainte,
J'ai toujours assez de loisir,
Je méprise la plainte,
Je suis soldat eh bien, je sers !
Avec honneur, mais sans porter de fer.

FRAINVAL, *père*. Bien pensé ! J'ai pitié de tous ces despotes sans barbe ou à barbes pointues, qui ne peuvent obéir à personne, qui se révoltent contre la nécessité, cette maîtresse du genre humain, et qui commandent en tyran.

FRAINVAL, *fils*. Oh ! d'abord, je ne suis pas tyran du tout, du tout !

FRAINVAL, *père*. C'est vrai, ce ridicule là te manque.

FRAINVAL, *fils*. Il m'en manque bien d'autres.

FRAINVAL, *père*. A toi ? il ne t'en manque pas un.

Air : *Partant pour la Syrie.*

Tu rêves la fortune,
Sans chercher le talent ;
L'étude t'importune
Et tu fais le savant :
Tu crois que la jeunesse
Est sublime en gants blancs,
Que la triste vieillesse
Doit lui payer les gants.

DELVILLE. M. Frainval calomnie son fils !

FRAINVAL, *père*. Je ne me permets que la médisance. Etex, j'ai des réparations à faire, de nouveaux plans à exécuter. Je voudrais vos conseils.

ETEX. Monsieur, je suis à vos ordres. (*Ils sortent.*)

SCÈNE III.

LES PRÉCÉDENTS.

PALROL. Quand ton père est entré, tu disais ?

DELVILLE. Oui, tu allais nous raconter tes projets.

FRAINVAL, *fils*. Oui, mes projets, mais espérances mais... j'ai peur que vous me désapprouviez !

DELVILLE. Te fais-tu forban ?

FRAINVAL, *fils*. Non, je ne suis ni féroce ni voleur, mais :

Air : *Il faut combattre, Agnès l'ordonne.*

J'ai soif de la scène publique,
Moi, j'étouffe dans un salon :
Je saurai vaincre la critique,
Je subjugueraï la raison :
Ainsi que Talma, que Prévillo.
Je serai couru par les grands ;
Je règne à la cour, à la ville,
J'aurai des rois pour courtisans.

DELVILLE. Y penses-tu comédien ?

FRAINVAL. Oh ! la délicieuse vie indépendante ! sans travail, sans soucis.

PALROL. Sans honneur, sans considération.

FRAINVAL, *fiis*. Talma !

DELVILLE. Pense à la règle et non à l'exception, tout soldat peut être un Napoléon, et pourtant, va-t'en voir s'ils viennent. Jean, va-t'en voir s'ils viennent.

FRAINVAL, *fiis*. Je me sens un talent !...

FRAINVAL, *fiis*. Pas d'indépendance ?

DELVILLE. Eh non, mon cher ! si tu déplaïs, on te siffle ; si tu plais, on t'ordonne de recommencer ; et le public est aussi impertinent dans ses louanges que dans sa critique.

FRAINVAL, *fiis*. Chansons, chansons, j'aime sa louange, et jamais je ne mériterai sa critique. Tenez, vous allez me voir à l'œuvre.

En s'habillant en laquais, il chante :

Air : Un ancien proverbe.

En vain le proverbe dit :
Le moine ce n'est pas l'habit.
En passant ma souquenille
Je me sens vrai Mascarille,
En revêtant cet habit,
Ausstôt je m'en sens l'esprit.

Ma foi, sur l'avenir, bien fou qui se fiera :
Tel qui rit vendredi, dimanche pleurera.

SCÈNE IV.

LES PRÉCÉDENTS, LAPIERRE.

LAPIERRE. Monsieur, voilà un habit que le tailleur vient d'apporter en disant qu'il est pour vous ; mais il se trompe, nous ne sommes pas au carnaval.

FRAINVAL, *fiis*. Cet habit est pour moi, laissez-le.

LAPIERRE. En voilà d'une idée ! Monsieur, m'est avis que vous êtes malade et que le médecin...

FRAINVAL, *fiis*. Impertinent, sortez... (*Lapierre sort.*)

SCÈNE V.

LES PRÉCÉDENTS.

PALROL. Cet homme a raison, c'est une folie.

FRAINVAL, *fiis*. Oui, si je devais être un comédien ordinaire, mais je serai Talma ou Préville ; je vous l'ai déjà dit.

PALROL. Eh bien ! même alors, votre vie n'en serait pas moins en dehors de la société ; votre mère, votre sœur rougiraient de porter le même nom. Que dis-je ? Votre père vous ordonnerait de renoncer à son nom : et seul, sans famille, sans affection, vous n'auriez pas même d'indépendance.

SCÈNE VI.

LES PRÉCÉDENTS, ÉTEX.

ÉTEX. Ah ! bon Dieu, que fais-tu là ?

DELVILLE. Il répète son rôle.

ÉTEX. Ah ! vous jouez la comédie de société ?

PALROL. De société, pas du tout. Frainval débute au théâtre.

ÉTEX. Vous plaisantez ?

FRAINVAL, *fiis*. Point du tout.

ÉTEX. Tu ne plaisantes pas ?

FRAINVAL, *fiis*. Non.

ÉTEX. Ah ! Frainval ! as-tu pensé à la douleur de ta mère ?

FRAINVAL.

Air : On dit que le temps et l'absence.

Ah ! de la douleur de ma mère,
Pourquoi venez-vous me parler ?
Je braverais un front sévère,
Mais ses pleurs pourraient m'ébranler.
Moi qui ne voudrais la couronne,
Et les honneurs et les lauriers ;
La gloire que le talent donne,
Que pour les poser à ses pieds !

ETEX. Alors, pourquoi l'affliger ?

FRAINVAL. Quand un jeune soldat, quand un marin dit adieu à sa mère, elle pleure, et il part pour tant.

DELVILLE. Ah ! peux-tu comparer ?

FRAINVAL. Certes, je puis comparer ! ils courent après la gloire et la fortune, et moi aussi.

PALROL. Mais par des chemins différents !

FRAINVAL, *fils*. Oui, j'ai pris la traverse ; je veux frayer mon chemin.

ETEX. Tu vas t'égarer.

FRAINVAL, *fils*. N'aie pas peur.

PALROL.

Air : *De cette rose tant jolie.*

Ah ! si des hasards de la guerre,
Une mère peut s'effrayer ;
Si l'aventureuse carrière,
Pour un marin la fait trembler,
On partage ses alarmes,
L'estime vient la consoler :
Ta mère cachera les larmes
Que le mépris fera couler.

FRAINVAL, *fils*. Le mépris ? je serai estimable !

DELVILLE. Mais mon cher, qui le croira ? On suit la règle, et tu parles toujours d'exception !

FRAINVAL. La gloire me dédomagera.

ETEX. L'estime vaut mieux que la gloire !

DELVILLE. Il renonce à l'estime pour courir après la gloire qu'il n'atteindra pas.

FRAINVAL, *fils*. Écoute-moi :

Ma foi, sur l'avenir, bien fou qui se fiera :
Tel qui rit vendredi, dimanche pleurera.
Un juge, l'an passé, me prit à son service ;
Il m'avait fait venir d'Amiens pour être suisse.

Tous ces Normands voulaient se divertir de nous ;

On apprend à hurler, dit l'autre, avec les loups.

Tout Picard que j'étais, j'étais un bon apôtre,

Et je faisais claquer mon fouet tout comme un autre.

Tous les plus gros messieurs me parlaient chapeau bas ;

Monsieur de Petit-Jean, ah ! gros comme le bras.

Mais, sans argent, l'honneur n'est qu'une maladie.

Ma foi, j'étais un franc portier de comédie :
On avait beau heurter et m'ôter son chapeau,

On n'entraît point chez nous sans graisser le marteau.

Point d'argent, point de suisse : et...

PALROL. Assez, assez, ce n'est pas là le chemin.

FRAINVAL.

Air : *Une femme est un oiseau.*

Allons, venez m'applaudir :

PALROL.

Et non, je ne puis le croire.

FRAINVAL.

Venez partager ma gloire.

ETEX.

Tu n'iras pas t'avilir !

FRAINVAL.

Je brillerai, je l'espère.

DELVILLE.

Et la douleur de ta mère !

FRAINVAL.

J'apaiserai sa colère,

J'aurai de si beaux succès.

PALROL.

Eh ! Frainval, c'est un délire.

FRAINVAL.

Votre frayeur me fait rire,

Je ne crains pas les sifflets.

TOUS, *moins Frainval*.

J'entends déjà les sifflets.

FIN DU PREMIER ACTE.

ACTE II.

SCÈNE I.

LAPIERRE (seul.)

Air : *Ah, ah, ah ! comment faire.*

Ah, ah, ah, ah, ah ! Quelle aventure
Hélas !

On a critiqué sa figure ;

Ah, ah, ah, ah, ah ! quelle aventure
Hélas !

L'on a tout sifflé là bas.

Voyez l'audacieux parterre,
Comme il a fait le méchant ;
Mon maître est un bon enfant
Et pourtant on l'a fait se taire.
Ah, ah, ah, ah, ah ! quelle aventure.
Hélas !
On s'est moqué de sa tournure.
Ah, ah, ah, ah, ah ! quelle aventure,
Hélas !
L'on a tout sifflé là-bas.

SCÈNE II.

FRAINVAL (fils). LAPIERRE.

FRAINVAL, *fils*. Je suis au désespoir !

LAPIERRE. Mon pauvre maître, je suis bien fâché qu'on vous ait trouvé si ridicule, car vous m'amusiez.

FRAINVAL, *fils*. J'avais ce bonheur là !

LAPIERRE. Oui, j'étais avec Jean et puis Duclos, et puis Laffeur, et puis bien d'autres, et ils disaient tous : ma foi, ce bourgeois là ne joue pas mal du tout, et puis il n'a pas l'air fier, il se fait notre égal.

FRAINVAL, *fils*. Votre égal ?

LAPIERRE. Dans la comédie s'entend ; car je sais bien qu'un comédien ne me vaut pas.

FRAINVAL, *fils*. Je ne te vaud pas ?

LAPIERRE. Monsieur, vous avez fait une petite bêtise, mais vous n'êtes pas un comédien.

FRAINVAL, *fils*. Sortez...

LAPIERRE. Je ne vous ai pas fâché toujours, Monsieur ; je n'ai voulu que vous consoler. *Il sort.*

SCÈNE III.

FRAINVAL, *seul*. Suis-je assez humilié ! voilà donc cette gloire que je me promettais !

Air : *Écoutez une histoire.*

Décevante espérance
Qui séduisiez mon cœur,
Aimable confiance
Vous n'étiez qu'une erreur.

Et l'horrible réalité est là ; comment paraître devant mon père ? que dire ? que faire ? Ah ! voici ETEX.

SCÈNE IV.

FRAINVAL, ETEX :

ETEX. Mon cher Frainval, je prends part à ton chagrin, mais j'en suis content : j'espère que tu es corrigé.

FRAINVAL. Étais-tu à la représentation ?

ETEX. Oui mon cher !

FRAINVAL. N'est-ce pas qu'il y avait une cabale ?

ETEX. Je ne crois pas.

FRAINVAL. Oh si ! j'ai du talent, mais j'ai été effrayé de la malveillance, j'ai perdu mes moyens.

ETEX. Eh, mon Dieu ! tant mieux !

FRAINVAL. Tant mieux : quand je suis au désespoir !

ETEX.

Eh quoi, mon cher, tu te désolés
Quand tu devrais te réjouir !

FRAINVAL.

C'est ainsi que tu me consoles,
Etex, je devrais te haïr.

ETEX.

Quoi, lorsque dans la fondrière
Tu pouvais te précipiter,
Tu n'es tombé que dans l'ornière
Et je dois te féliciter.

FRAINVAL. Hélas ! que dirai-je à mon père ? comment paraître !

ETEX. Ton père te pardonnera et le public oubliera.

SCÈNE V.

LES PRÉCÉDENTS, PALROL.

PALROL. Frainval, je te l'avais dit :

FRAINVAL. Belle consolation !

PALROL. Que veux-tu que je te dise ?

FRAINVAL. Rien, si tu veux : mais cette consolation égoïste, qui se borne à vous dire : voyez-vous que j'avais plus d'esprit que vous, c'est révoltant !

PALROL. J'ai dû te faire remarquer...

FRAINVAL. Tu dois me plaindre ! n'as-tu jamais mal plaidé ?

PALROL.

Air : *A voyager passant sa vie.*

Peut-on comparer l'art frivole
De nous cha-mer en récitant,
Au noble don de la parole,
Effroi du sot et du méchant.
Sans cette noble assistance,
Qui nous soutiendrait ici-bas ?

FRAINVAL.

Ah ! vous avez de la puissance ;
Au palais l'on ne siffle pas. (bis).

PALROL. Je te pardonne, tu es
battu !

SCÈNE VI.

LES PRÉCÉDENTS, LAPIERRE.

LAPIERRE. C'est ça qu'est mal-
heureux !

Air : *En revenant du château.*

Oui ce joli garçon
Qu'a l'air d'un bon lu on,
Que je trouve si genti,
Qu'est toujours si poli,
Qu'est toujours si bien mis,
Qu'a de si beaux habits ;
Oui, ce jeune officier (bis)
Qu'était tout doré,
Ah, ça me fait pleurer ! (bis)
Messieurs, de la patience ;
Pour tout vous raconter,
Et je ne peux parler.
Le chagrin va m'étouffer, (bis)
Ah le pauvre officier !
Oui ce joli, etc.

FRAINVAL. Quoi donc ? que
veux-tu dire ?

LAPIERRE. Vous savez bien ce
jeune et joli officier ?

ETEX. Delville.

LAPIERRE. Je ne sais pas, un joli
homme, qui a un joli air et une
épaulette ?

PALROL. Mais mon cher : il y a
une centaine d'officiers qui ressem-
blent à ce portrait.

LAPIERRE. Ma foi, Monsieur,
pas ceux de la garnison toujours,
ce sont de gros.....

FRAINVAL. Est-il insupportable !
de qui parlez-vous : que voulez-
vous dire ?

LAPIERRE. Oui, Monsieur, il est
presque mort !

FRAINVAL. Encore une fois, est-
ce Delville ?

LAPIERRE. Encore une fois je ne
sais pas son nom ; c'est ce Mon-

sieur, vous savez bien ; qui est joli
homme, qui, qui

FRAINVAL. Qui... quoi... ?

LAPIERRE. Qui était avec vous
ce matin.

FRAINVAL. Mais c'est Delville ?

LAPIERRE. Je ne sais pas son
nom ; mais je sais que quand Mon-
sieur a si mal joué, qu'on l'a sifflé...

FRAINVAL (en colère). Dis-donc,
malheureux !

LAPIERRE. Monsieur vous m'ar-
rêtez ! ah je sais ou j'en suis :
quand Monsieur a si mal joué qu'on
l'a sifflé : ça l'a fâché et, ma foi, il
a fait le tapageur de ci, de là,
Monsieur taisez-vous ?... vous êtes
un insolent ! insolent vous-même !
et puis ils sont sortis, et puis...
Ah je me rappelle !... Monsieur
Etex, il y a dans la cuisine le do-
mestique ; non, le concierge de la
préfecture qui vous attend depuis
longtemps.

ETEX. Que ne le disiez-vous ?
(il sort).

SCÈNE VII.

LES PRÉCÉDENTS (moins Etex.)

FRAINVAL. Vrai ! tu nous assas-
sines ; mon ami s'est battu ?

LAPIERRE. Oui, Monsieur.

FRAINVAL. Sais-tu où ?

LAPIERRE. Oh ! Monsieur, je
pense, que ce n'est pas sur le bou-
levard ..

PALROL. On ne vous demande
pas où cela n'est pas, mais où cela
est ?

FRAINVAL. Ce malheureux se
fait un affreux plaisir de nous tour-
menter, courons le chercher...
Dieu ! mon père... (Lapierre sort.)

SCÈNE VIII.

LES PRÉCÉDENTS, FRAINVAL, père.

FRAINVAL, père. C'est vous,
Monsieur, sortez...

FRAINVAL, fils. Mon père...

FRAINVAL, père.

Air : *L'Aube riante.*

Retirez-vous, fils indigne de moi.
Tu fis rougir le front de ton vieux père :
Change de nom, je ne veux plus de toi,
Je te méprise, et n'ai plus de colère.

Ah ! tu m'a ravi le bonheur !
J'avais rêvé de si douces chimères !
Ingrat, tu m'as ravi l'honneur.
Hélas ! que dirais-je à ta mère !

PALROL. Monsieur, pardonnez-
lui, n'est-il pas assez puni ?

FRAINVAL, père. Assez puni !
Lui qui vient de me couvrir de boue,
de s'associer à des hommes sans
délicatesse, sans éducation.

FRAINVAL, fils. Mon père, vous
les traitez bien mal !

FRAINVAL, père. Il y a des ex-
ceptions, mais quand as-tu vu un
homme bien élevé, rangé, plein
d'honneur, de probité, de délica-
tesse, choisir un pareil état ? Non !
la paresse, le défaut de conduite,
les vices enfin vous y conduisent ;
et c'est le malheur de votre état
qui, quelquefois, vous corrige.

SCÈNE IX.

LES PRÉCÉDENTS, LAPIERRE.

LAPIERRE. L'officier n'est pas
mort, il est en prison !

PALROL. En prison, j'y cours...

FRAINVAL, père. Arrêtez Palrol,
que veut-il dire ?

FRAINVAL, fils. Mon père, j'en
suis la cause, Delville s'est battu...

FRAINVAL, père. Le déshonneur,
la mort, ou la prison ; voilà les
présents que vous faites à vos amis.

PALROL. Ne craignez rien, Mon-
sieur, je le défendrai.

FRAINVAL, père. Vous avez un
noble cœur et un noble état, Palrol !

FRAINVAL, fils. Suis-je assez mal-
heureux ?...

PALROL. Je cours à la prison...
mais j'entends Delville... (*La-
pierre sort.*)

SCÈNE X.

LES PRÉCÉDENTS, DELVILLE, (*le
bras en écharpe.*)

FRAINVAL, fils. Ah ! Delville,
vous êtes blessé ?

DELVILLE.

Ce n'est pas une blessure,
Ce n'est qu'une égratignure ;
Mais ma foi l'on t'a sifflé,
Et moi je me suis piqué ;
Au faquin qui te sifflait,
Je réponds par un soufflet,
Allons, Monsieur l'officier,
Vous allez me le payer
Je paie toujours argent comptant.
Voulez-vous de mon argent ?
Il accepte : j'en ai donné,
C'est moi qui suis le blessé.

FRAINVAL, fils. Oh ! mon ami !
c'est moi qui t'ai exposé !

PALROL. On te disait en prison,
j'allais à ton secours !

DELVILLE. Avec ta noble parole,
je devais triompher ; c'est une épée
à deux tranchants. Mais mon ad-
versaire a agi noblement ; il a dit
qu'il était l'agresseur. Et, comme
j'étais le blessé et que je ne me
plaignais pas, on m'a laissé.

FRAINVAL, père. Adieu, Mes-
sieurs ; (*à son fils*), Monsieur, vous
êtes libre...

FRAINVAL, fils. Mon père !

SCÈNE XI.

LES PRÉCÉDENTES, LAPIERRE et
ensuite ETEX.

LAPIERRE. Monsieur, Messieurs,
voilà la musique, et puis M. Etex ;
et puis le ruban rouge, et puis j'en
pleure, c'est superbe...

FRAINVAL, père. Que voulez-
vous dire ?

LAPIERRE (*frappant des mains*).
Voilà Monsieur Etex, le voilà, le
voilà.

ETEX, (*entre, il est décoré...*)

TOUS ENSEMBLE. Qu'est-ce cela ?

ETEX. J'avais présenté une ma-
chine au gouvernement, elle a été
essayée, on l'a trouvée utile, et le

roi a voulu encourager mes efforts ; il m'a récompensé noblement.

DELVILLE. Tu as été plus vite que moi, mais j'aurai mon tour.

FRAINVAL, père. Bon Etex ! que je suis content de vous voir heureux ! vous êtes seul l'artisan de votre gloire.

FRAINVAL, fils. Etex, parlez pour moi, je suis corrigé, je veux travailler ; j'ai compris que la manière de travailler ennoblit l'état.

TOUS. Monsieur...

ETEX. Je suis si heureux ! Monsieur, ne faites pas du plus beau jour de ma vie, un jour de chagrain.

FRAINVAL, père. Mon fils, je te pardonne.

FRAINVAL, fils. Vous n'aurez plus à pardonner, je veux ressembler à Etex.

LAPIERRE. Je le crois bien ! à l'un les sifflets, à l'autre les violons.

FRAINVAL, père.

Air : *Francs buveurs que Bacchus attire.*

Je t'ai pardonné je suis père ;

Mais le public vient de juger,

Il se souvient il est sévère.

Et c'est à toi de le gagner.

Messieurs, le plaisir nous rassemble

Puisqu'il a su nous réunir

Aimons-nous, vieillissons ensemble

Gardons-en le doux souvenir.

— *Correspondance des Familles.*

CHRONIQUE DE LA QUINZAINE.

14 juin 1866.

La tentative et l'illusion d'une conférence ont abouti à l'avortement que l'on sait. Nous ne nous repentons point de nous être attachés, tant que les apparences l'ont permis, à cette dernière espérance pacifique. Une telle déception n'a pu réjouir que ces belliqueux platoniques, gens de plume pourtant mais point d'épée, qui remettent aujourd'hui à la guerre, avec une légèreté de cœur merveilleuse, la décision de questions que d'autres eussent voulu maintenir dans la compétence de la raison et des sentiments humains. L'expédient de la conférence avait été bien tardivement proposé. Il n'y a eu que deux moments où la guerre eût pu être efficacement prévenue par une politique vigilante et prudente : c'est le moment où la Prusse et l'Autriche firent mine de renier le traité de 1852 et de vouloir enlever les

duchés de l'Elbe au Danemark, et c'est le moment plus récent où des accords ont été négociés entre la Prusse et l'Italie. C'est sur la conduite tenue à ces deux époques décisives de la crise que l'histoire devra juger la sincérité, l'habileté ou la puissance de la politique qui aura laissé éclater ou n'aura point su prévenir la guerre. En liant ses mesures avec l'Angleterre au commencement de 1864, on eût certainement empêché l'Autriche et la Prusse de saisir les duchés, qui sont devenus entre elles la cause d'une lutte menaçante ; on eût pu concilier les droits du Danemark avec ceux de la confédération germanique. Cette grande occasion fut, comme on sait, systématiquement négligée. Une autre circonstance s'est pourtant offerte encore cette année de détourner la guerre. La cause de la guerre, personne ne le contestera, est l'alliance de la Prusse

et de l'Italie. La Prusse n'eût certes point osé provoquer l'Autriche, comme elle l'a fait, dans la question des duchés, si elle n'eût point cru pouvoir compter sur le concours de l'Italie et, par l'Italie indirectement, sur une certaine indulgence de la France; l'Italie, n'eût point songé à réclamer la Vénétie par les armes, si l'hostilité du cabinet prussien contre l'Autriche ne lui en eût fourni l'occasion.

Personne n'ignore que, dans les deux premiers mois de cette année, le ministère italien se préoccupait exclusivement de l'amélioration de ses finances, ne songeait qu'à faire des économies, et avait même préparé un plan de réduction de l'armée qui devait procurer d'importantes diminutions de dépenses. Les projets de M. de Bismark, ouvraient à l'Italie d'autres perspectives, changèrent tout cela. Or c'est au moment où l'Italie allait se lier à la Prusse que l'on était véritablement maître de la question de la paix ou de la guerre. Il est impossible qu'à l'heure où l'Italie allait mettre ainsi en jeu son existence, elle ait laissé ignorer sa perplexité au gouvernement français, ou ait décliné les avis d'une nation qui lui a donné autant de gage d'amitié que la France. Si nous rappelons ces deux grandes occasions où la politique de la paix a pu l'emporter sur la politique de la guerre, ces deux circonstances décisives qui fixeront l'attention de l'histoire bien plus qu'elles n'ont attiré celle des contemporains, ce n'est plus pour nous livrer à des récriminations inutiles; c'est simplement pour constater que l'importance ne nous en est point échappée à nous-mêmes, que nous les avons signalées à l'époque où elles se produisaient, et que nous n'avons cessé de protester contre la politique d'indifférence qui, en laissant tout faire,

nous a conduits aux extrémités terribles et aux formidables incertitudes de la situation présente.

Après cela, la proposition d'une conférence à la veille de l'ouverture des hostilités était sans doute un expédient bien tardif et bien débile; mais nous ne devons point décourager cette tentative de la dernière heure. Elle semblait inspirée par un désir très sincère de sauver la paix ou du moins d'en assurer le bienfait à la France. Chose curieuse, les personnes les mieux autorisées croyaient chez nous à la conférence. A en juger par le langage que tinrent le 1er et le 2 juin les journaux officiels, notre gouvernement ne mettait nullement en doute l'adhésion de l'Autriche. Notre ministre des affaires étrangères n'était point encore dé trompé quand il allait honorer de sa présence, à Montereau, une de ces fêtes locales auxquelles il aime tant à présider. Malheureusement il s'était tenu à Vienne le 1er juin un conseil de cabinet. Ce conseil avait duré cinq heures. On y résolut d'accompagner l'acceptation de la conférence des réserves qui en rendaient l'acceptation impossible. Le gouvernement autrichien fit connaître à la suite de ce conseil, par le télégraphe, sa décision à son ambassadeur à Paris. Il paraît qu'un peu embarrassé de ce dénouement inattendu, le prince de Metternich voulut, avant d'en donner avis à notre gouvernement, attendre l'arrivée même de la dépêche écrite que lui annonçait son cabinet. Cette dépêche lui parvint le dimanche: M. Drouyn de Lhuys étant à Montereau, M. de Metternich alla la porter à l'empereur; mais déjà les résolutions de l'Autriche étaient connues par Londres, où le télégraphe les avait apportées dès le samedi. Quand les gouvernements sont soumis à ces méprises

ou à ces retards d'informations, ceux qui ne sont que du public ne sauraient être à l'abri des erreurs. Parmi ces erreurs, il en est une où, pour notre part, nous tomberons toujours volontairement. Malgré les démentis que les événements nous ont souvent donnés, nous supposons toujours, quand une conférence est annoncée et quand les invitations sont parties, que les gouvernements intéressés sont d'accord sur les principes généraux qui doivent guider la délibération. Ici, par exemple, on devait croire que l'Autriche, si elle adhérait à la conférence, acceptait en principe la cession de la Vénétie moyennant compensation. La conférence aurait dû être précédée de négociations particulières où eussent été fixés les points généraux du débat. On ne comprend point que de grands gouvernements se réunissent avec fracas, sous le regard du public excité à des espérances illusives, dans une délibération commune, laquelle, faute d'explications préalables, pourrait être rompue dès la première séance. Cela serait arrivé infailliblement dans la conjoncture présente, si l'Autriche eût envoyé une acceptation vague, au lieu de prendre ses précautions d'avance. Tous les premiers ministres qui nous étaient annoncés eussent fait le voyage de Paris pour avoir un entretien un peu que et stérile. L'Autriche, en posant ses réserves, a du moins épargné à l'Europe la déception ridicule d'une pompeuse démarche. Elle a évité pour son compte le péril de compromettre les puissances neutres dans une union plus étroite avec ses adversaires naturels par les froissements qu'auraient pu causer ses refus arrivant après des propositions catégoriquement articulées.

Après l'avortement de la conférence, aucune illusion pacifique n'est

plus possible, et nous sommes en face de la guerre. On a bien cru à la vérité, il y a quelques jours, que tout n'était point décidé à Berlin. Le vieux roi, disait-on, dans ce moment suprême, a été encore en proie à de pénible perplexités ; on supposait qu'il eût pu être sensible aux vives instances de quelques princes allemands ; M. de Bismark, disait-on, n'était point entièrement maître de son souverain. L'énergie soldatesque du général Manteuffel est venue en aide à la politique de l'audacieux ministre. Celui-ci aurait, dit-on, transmis à dessein au général sur l'occupation du Holstein des instructions insuffisantes. Le général Manteuffel, laissé à lui-même, a rendu impossible par ses actes de brutale compression toute temporisation plus longue. L'autorité que le général Prussien s'est arrogée dans le Holstein, la dispersion des états, l'arrestation du commissaire de l'Autriche, mettaient nécessairement à bout la patience de la cour de Vienne. Le rappel des ambassadeurs ne devance évidemment que peu de jours l'ouverture des hostilités.

En présence de cette grave épreuve d'une grande guerre continentale qui ne peut plus être détournée, l'empereur a compris que son gouvernement devait éclairer le pays sur les vues et la direction de la politique française. La forme adoptée pour remplir cette tâche n'est point celle que nous eussions préférée. Chose curieuse, la lettre écrite par l'empereur à M. Drouyn de Lhuys et lue par M. Rouher à la chambre des députés a paru, aux yeux de la majorité de cette chambre, rendre inutile la discussion parlementaire des vastes questions aujourd'hui soulevées en Europe. A nos yeux, dans les circonstances actuelles, s'il était bon que le gou-

vernement fit connaître sa pensée, il n'importait pas moins que les opinions du pays fusse et aussi exprimées par ses mandataires naturels. Entre les deux manifestations, celle du chef du gouvernement et celle de la discussion des chambres, tempérée, coordonnée, dirigée par le ministre d'état, c'est la seconde qui nous eût paru préférable. Le plus pressant intérêt du moment n'est-il point de savoir ce que le pays pense des perspectives ouvertes par des événements dont il souffre déjà si cruellement ? Quel organe plus autorisé et plus sûr, les sentiments du pays peuvent-ils avoir que la chambre élective ? En posant ces questions, nous ne songeons certes nullement à susciter des rivalités entre les pouvoirs de l'état, nous sommes au contraire persuadés que le patriotisme demande plus que jamais le concours de ces pouvoirs ; mais ce que nous ne pouvons imaginer, c'est que le concours du pouvoir essentiellement représentatif se puisse exercer par le silence. La discussion parlementaire, outre qu'elle est de droit et qu'elle eût été en cette circonstance dans les grandes convenances nationales, présente un immense avantage pratique. Comme elle rassemble des opinions individuelles diverses, elle laisse à la politique gouvernementale la liberté de ses mouvements. Une déclaration de chef d'état réunissant sous une forme concise des affirmations positives peut prendre le caractère d'un engagement et préparer gratuitement des embarras pour l'avenir. A un autre point de vue, une telle déclaration, devant concilier des intérêts très délicats et s'entourer de précautions de langage, peut prêter à des interprétations contradictoires et encourager des courans d'opinion opposés. Nous pourrions citer plus d'un exemple du danger de ces proclamations ou

de ces lettres retentissantes ; nous nous en abstenons, car nous nous reprocherions dans un moment tel que celui-ci d'embarrasser par des critiques rétrospectives les sentiments d'union patriotique et loyale qui devraient tous nous unir.

Cette réserve posée à propos de l'entraînement qui a porté le corps législatif au silence, nous croyons pouvoir applaudir aux conclusions de la lettre impériale, et nous dirons bientôt pourquoi. N'est-il pas visible cependant que des opinions contraires pourraient tirer de cette lettre des interprétations dangereuses ? Nous ne signalerons qu'un point, le langage tenu par l'empereur sur la Prusse. Certes l'empereur a dû s'appliquer à parler avec l'impartialité la plus scrupuleuse des diverses puissances dont les intérêts sont en jeu dans la crise actuelle ; mais la conduite du gouvernement prussien dans ces derniers temps a été si peu excusable qu'en s'efforçant d'être impartial envers lui, on court risque de tomber dans des excès d'indulgence. Quel parti les fauteurs de l'alliance prussienne, heureusement rares et impopulaires, ne pourraient-ils pas tirer des passages de la lettre impériale qui placent parmi les causes du conflit la situation géographique de la Prusse, mal délimitée, ou qui expriment le désir de voir s'accroître l'homogénéité et la force de cette puissance dans le nord ? Le publiciste, l'historien, le littérateur politique, même l'orateur parlementaire, eux qui jugent les faits accomplis dans leur pure matérialité, qui ne sont responsables ni des effets ni des causes, qui n'ont point à résoudre dans le vif les questions régies par le droit écrit ou l'équité, peuvent se permettre sans péril et comme en passant ces considérations générales ; mais nous retournerions à l'état de nature, si la mau-

vaise configuration géographique de son pays pouvait être invoquée par M. de Bismark devant un tribunal européen comme un titre justificatif de ses entreprises contre le Danemark et contre le droit fédéral allemand. Où nous mènerait un semblable argument appliqué au droit civil ? C'est seulement par l'impunité qui protège trop souvent les crimes de la force que la politique se soustrait aux règles du droit. En vérité, les plaintes de la Prusse touchant sa configuration ont quelque chose de comique. Elle se trouve mal faite ; qu'elle s'accuse elle-même, car c'est elle qui s'est faite ainsi. Née d'une sécularisation de possessions ecclésiastiques, formée, accrue d'acquisitions récentes obtenues par la violence et la ruse, elle a pris ce qu'elle a pu et n'a le droit de reprocher à personne la délimitation bizarre et embarrassante que ses spoliations heureuses lui ont donnée. La Prusse tient sa dernière acquisition des traités de 1815 ; la politique prussienne, après nous avoir traités dans l'invasion avec une cruauté que la France n'a point oubliée, se fit sa part dans la curée en s'emparant des provinces rhénanes. Ce serait une ironie amère que de convier la France, pour l'amour de la symétrie, à secourir la Prusse dans les efforts qu'elle peut faire pour joindre par une solide soudure ces provinces excentriques au corps du royaume des Hohenzollern.

Il n'est guère possible d'échapper à ces dangers d'interprétation dans la rédaction de manifestes impériaux. Ce qui nous touche dans la lettre de l'empereur, ce ne sont point les inductions accessoires qu'on en peut tirer, ce sont les conclusions positives qui ont préoccupé surtout l'éminent écrivain. Les deux affirmations considérables de la lettre sont la déclaration qui repousse toute idée d'agrandissement et celle qui annonce la neutralité de la France. Les conditions que l'empereur

met à la modération et à la neutralité de notre pays ne nous paraissent point incompatibles avec la série des événements probables. La France repousse toute idée d'agrandissement territorial tant que l'équilibre européen ne sera point rompu ; elle ne songerait à l'extension de ses frontières que si la carte de l'Europe venait à être modifiée au profit exclusif d'une grande puissance. L'hypothèse respective de l'empereur ne saurait se réaliser que dans un seul cas, celui où la Prusse aurait des succès militaires si décisifs, qu'elle pourrait s'annexer suivant sa convenance d'immenses territoires allemands. Si la victoire définitive appartenait à l'Autriche, l'équilibre ne courrait point un semblable danger. L'Autriche victorieuse serait sans doute coulante à l'égard de l'Italie, et ferait volontiers l'échange de la Vénétie contre les territoires qu'elle pourrait enlever à la Prusse. L'Autriche respecterait les droits acquis des états moyens, conserverait les éléments essentiels de la confédération, et il n'y aurait ni rupture d'équilibre ni modification de la carte au profit exclusif d'une seule puissance. Il n'y a donc que des succès prussiens et des conquêtes prussiennes considérables qui pourraient nous imposer l'obligation de nous assurer une extension de frontières. Jusqu'à présent, cette perspective ne paraît guère vraisemblable. Quant à la neutralité, l'empereur la subordonne très logiquement à la conservation de l'équilibre et aussi au maintien de l'œuvre que nous avons contribué à édifier en Italie. L'Italie ne pourrait être mise en danger que par des victoires de l'Autriche. Or, d'après la nature des choses et suivant ce que l'on connaît jusqu'à présent des dispositions de la cour de Vienne, on est fondé à croire que l'œuvre de l'Italie ne serait point compromise par les succès militaires de l'Autriche. Du côté de l'Italie, la cour de Vienne doit appréhender de se heurter à une puissance. L'intérêt évident de l'Autriche, si la fortune lui sourit, est de terminer la question italienne de

façon à en faire disparaître toute dissidence permanente et toute cause d'antagonisme avec la France. Nous avons donc le droit d'espérer que la France pourra laisser passer cet orage politique en persévérant dans la neutralité attentive à laquelle l'empereur la convie. A vrai dire, l'empereur nous promet la paix, et il importe à ceux qui souhaitent que la France conserve la paix de prêter une foi entière à la promesse impériale.

Nous prenons aussi au mot la politique de neutralité attentive annoncée par l'empereur. Attentive est bien le mot, car jamais circonstances n'ont commandé une vigilance plus active. Ce qui rend la situation difficile, c'est qu'elle est contradictoire en elle-même, et que toute sorte d'accidents extérieurs peuvent la modifier en l'aggravant. La contradiction fondamentale est l'alliance de l'Italie et de la Prusse. Tout ce qu'il y a de libéraux éclairés et honnêtes en Europe donne raison à la revendication italienne, et tort à la revendication prussienne. C'est une lourde charge que l'alliance de M. de Bismark ; elle est d'un poids moral écrasant pour ceux qui ont consenti à la subir. L'Italie a cru nécessaire de s'y résigner, mais il faudrait plaindre les Français qui oseraient en assumer indirectement la responsabilité. Toutes les idées et tous les sentiments qui font souhaiter aux libéraux l'achèvement de l'indépendance italienne se retournent contre la politique représentée par M. de Bismark. Quand on veut voir l'affranchissement de Venise, peut-on compter sans indignation les violences tyranniques commises par la Prusse dans les duchés ? Quand on applaudit à l'unanimité généreuse avec laquelle la nation italienne travaille à l'œuvre de son indépendance et de son unité, peut-on assister de sang-froid aux brutalités par lesquelles M. de Bismark répond à l'explosion de l'esprit public en Allemagne et même en Prusse ? L'empereur trouve qu'il est juste de demander à l'Autriche, puisqu'elle a fait au Danemark une guerre au nom de la nationalité

allemande, de reconnaître le même principe en Italie ; mais ne serait-il pas juste que M. de Bismark, qui a fait la même chose et qui a embauché l'Italie, reconnût le même principe envers le Slesvig-Holstein et envers ses propres confédérés allemands ? Du côté de l'Italie, il y a encore le prestige moral d'un peuple qui marche à l'indépendance nationale par la liberté ; chez la Prusse de M. de Bismark, il n'y a qu'une ambition conquérante qui a besoin de fouler aux pieds la liberté pour accomplir ses desseins sinistres. L'Italie va à la guerre pour faire triompher la cause des Italiens de Venise et non par fureur contre l'Autriche ; M. de Bismark affiche contre son ennemi des sentiments haineux qui n'ont point l'excuse d'une passion nationale, et dont l'expression descend, dans une de ses dernières dépêches, au ton le plus grossier de l'insulte. L'empereur a exprimé le désir que l'Autriche conserve sa grande position en Allemagne, et M. de Bismark affiche la prétention de l'exclure de la confédération. L'empereur voudrait pour les états secondaires de la confédération une union plus intime, une organisation plus puissante, un rôle plus important, et M. de Bismark, par son projet de réforme fédérale, soulève contre lui la plupart des états secondaires et jusqu'au Hanovre, que fascinait cependant d'habitude le voisinage redouté de la Prusse. Comment la France pourrait-elle demeurer inattentive devant ces contradictions qui forment un cahos dans la région des idées, et qui vont maintenant s'imprimer en taches de sang sur le terrain des champs de batailles ?

L'imminence de la lutte doit nous rendre sobres de conjectures. Une seule et dernière formalité semble devoir précéder en Allemagne le commencement des hostilités. La diète, à cette heure même, est appelée à prononcer la mobilisation de l'armée fédérale, qui ne peut être motivée que par l'entrée des troupes prussiennes dans le Holstein. Il s'agit de voter l'exécution fédérale contre le gouvernement prussien sur

la proposition de l'Autriche, que la Prusse veut exclure de la confédération. Si ce qui est probable, la majorité de la diète sanctionnait la proposition autrichienne, la cour de Vienne aurait réussi de la sorte à mettre de son côté toutes les formes de la légalité germanique actuelle. La Prusse, malgré les menaces qu'elle adresse aux états qui voteraient la mobilisation de l'armée fédérale, ne peut donc guère compter sur la neutralité de la Bavière et des états voisins. Dans un excellent discours qu'il a prononcé devant la chambre bavaroise, M. Von der Pfordten a déclaré que la Bavière et les états moyens se prononceraient contre celle des deux puissances, qui méconnaîtrait le droit fédéral, et commencerait la lutte en se mettant en rébellion contre l'autorité de la diète. Cette puissance sera évidemment la Prusse. Que feront les états moyens de l'armée fédérale ? En la plaçant sous l'action de l'Autriche, ils rendraient probablement leur contingent plus efficace. Nous souhaiterions cependant que les convenances de la guerre se pussent concilier à cette occasion avec les intérêts de la politique. Ceux qui souhaitent que la moyenne Allemagne sorte fortifiée de cette crise doivent désirer que les états secondaires conservent pour eux-mêmes la disposition et la direction de l'armée fédérale.

L'empereur a signalé avec raison un gage de sécurité pour l'Europe dans l'accord des puissances neutres qui s'étaient concentrées pour proposer la conférence. Il importe que cet accord se maintienne pendant la durée des hostilités. Le bruit s'était récemment répandu qu'un rapprochement se serait opéré entre la Russie et l'Autriche. Nous ne croyons point que cette rumeur ait quelque fondement. La Russie ne saurait voir avec satisfaction la politique actuelle de la Prusse ; l'empereur Alexandre a fait les efforts les plus sincères pour détourner le roi Guillaume des combinaisons où l'a entraîné son ministre ; il n'a pas été plus heureux que la reine Victoria dans les pressans appels qu'elle a adressés au sentiment du roi de

Prusse. Cependant les liens qui unissent les cours de Petersbourg et de Berlin sont si anciens et si étroits, qu'il ne semble point possible que la Russie prenne jamais parti contre la Prusse et pour l'Autriche. Un accident pressant de la question d'Orient pourrait seul expliquer un tel prodige. La longue et importante conversation sur l'état de l'Europe qui a eu lieu à la chambre des communes il y a peu de jours, a laissé voir en partie les dispositions de l'opinion publique anglaise. M. Kinglake, dans son interpellation incisive et développée, était évidemment l'organe d'un groupe important du parti whig. M. Kinglake, à notre avis trop partial en faveur de l'Autriche, a manqué d'équité envers l'Italie. Comme l'a si bien dit M. Gladstone, ce qui rend la revendication italienne intéressante, c'est qu'elle est soutenue et justifiée par les aspirations incontestables des populations vénitienes dont l'affranchissement est en cause ; c'est encore dans sa réponse que M. Gladstone a établi la distinction que les libéraux font dans cette question entre les prétentions des Italiens et celle du gouvernement prussien, les unes justifiées par le sentiment de la confraternité nationale, les autres inspirées par une ambition cynique. Cependant M. Gladstone, voué aux travaux et aux gloires de la paix, semble mal à l'aise quand il faut parler le langage des affaires étrangères, qui aujourd'hui réveille si vite l'écho des canons. Les pacifiques de son école apportent dans les discussions diplomatiques des naïvetés de dévots qui n'ont point le don de charmer les assemblées parlementaires. On l'a vu dans la suite des discours. Des hommes d'un tempérament plus jeune, sir Robert Peel, lord Cranbourne par exemple, ont lancé quelques traits vifs et applaudis sur la politique indolente et imprévoyante du cabinet. Les troubles du continent ne manqueront point de réveiller chez les hommes jeunes de la politique anglaise la sollicitude et le goût des affaires étrangères. Il est fâcheux que le ministre des relations extérieures

n'appartienne point à la chambre des communes. Ce département est représenté dans cette chambre avec une autorité insuffisante par M. Layard. Si le cabinet actuel venait à se retirer, ce qui n'est point improbable, on croit que lord Stanley pourrait bien prendre les affaires étrangères dans la nouvelle combinaison. On se figure, non peut-être sans raison, que lord Stanley, avec son esprit droit, avisé, froid, ouvert aux idées modernes et noblement fermé aux supercheries où se complait depuis trop longtemps la diplomatie continentale, ferait reprendre à l'Angleterre une contenance digne d'elle dans les conseils de l'Europe. Cela regarde les Anglais ; ce qui nous importe à nous, c'est de tenir compte des variations de l'opinion publique chez nos voisins. L'Angleterre n'est plus montée à l'endroit des affaires italiennes au ton de 1859 et 1860. Elle ne nous rendrait plus aujourd'hui le service de nous aider à sortir des liens du traité de Zurich. Elle applaudirait sans doute à l'affranchissement de la Vénétie ; mais elle ne voit point sans chagrin et sans défiance l'association que l'Italie a contractée avec la Prusse.

Une seule chose aussi pourrait détourner l'Angleterre de la neutralité que nous sommes si intéressés à lui voir garder avec nous : ce serait, comme pour la Russie, une crise en Orient. A ce point de vue, l'Italie agit sagement, si elle s'abstient de provoquer par des tentatives sur l'Adriatique l'ébranlement des populations orientales. Quand on songe au prix que doit avoir pour nous et pour l'Italie la continuation de la neutralité de la Russie et de l'Angleterre, on ne comprend point que l'équipée du prince de Hohenzollern dans les principautés ait été tolérée. On ne saurait admettre que le nouvel hospodar, officier de l'armée prussienne, ait quitté comme un déserteur son pays et ses frères d'armes à la veille d'une grande guerre et d'un grand péril. Nous croyons, pour l'honneur du prince, qu'il a informé son gouvernement de ses résolutions, et qu'il est parti muni des autorisations nécessaires. Comment la cour de

Berlin a-t-elle pu donner une autorisation semblable sans en faire prévenir la France, ne fût-ce que par l'intermédiaire de l'Italie ? Et si la France a été avertie, comment aurait-elle consenti à cette aventure ? On se perd dans ces contradictions : elles aboutissent en effet à une étourderie contraire aux intérêts de la Prusse, de l'Italie et même de la France, puisqu'elle peuvent susciter en Orient des inquiétudes à la Russie et à l'Angleterre, et préparer ainsi à l'Autriche dans un moment donné de précieux alliés. Si aujourd'hui un conflit éclate entre les Roumains et l'armée turque dirigée sur les principautés, qui viendra en aide à ces malheureuses populations chrétiennes ? Les abandonnera-t-on aux Ottomans ? les rejettera-t-on vers l'ancien protectorat russe ? Comment fera la France pour leur porter secours à travers les guerres d'Allemagne et d'Italie ?

Au milieu des anxiétés qu'inspirent les complications extérieures, les derniers actes de notre session parlementaire ont nécessairement perdu une grande partie de l'intérêt qu'ils auraient dû exciter. Le milieu politique actuel notamment n'est rien moins que favorable à la discussion des mesures financières, qui n'arrive malheureusement qu'à la fin des sessions. C'était une importante mesure de ce genre que la loi qui établit l'organisation nouvelle de l'amortissement ; mais la grande importance de la restauration de l'amortissement était d'ouvrir une ère où l'on allait travailler efficacement à la réduction de la dette. Un gouvernement qui annonce l'intention d'amortir la dette a besoin, ce semble, pour que son effort ait plus d'éclat et inspire une plus grande espérance, d'avoir en face de lui de profonds horizons pacifiques. La nouvelle inauguration de l'amortissement à été mal venue à une époque où la paix, même loyalement voulue et courageusement espérée, demeure si précaire. Les circonstances eurent au budget la même mésaventure. On avait accompli de modestes et utiles réductions de dépenses ; on obtenait l'équilibre budgétaire, cet

objet devenu presque chimérique des rêves de nos ministres financiers. Se trouvait-on en présence d'une réalité ou d'un mirage ? Cela va dépendre de la question de la paix ou de la guerre. Nous comprenons donc que l'attention publique s'attache médiocrement à un budget de paix qui peut, avant la fin de l'année, être transformé en budget de guerre. Cette préoccupation des dépenses que les accidens politiques pourraient ajouter aux prévisions ordinaires existait dans le corps législatif, et s'est fait jour dans une interpellation de M. Garnier-Pagès. L'honorable député, organe de plusieurs de ses collègues, a cru devoir demander également si le gouvernement convoquerait extraordinairement la chambre dans le cas où les événemens de la politique extérieure rendraient nécessaires des supplémens de crédit. M. Rouher a répondu aux questions de M. Garnier-Pagès avec une entière netteté et une parfaite convenance. M. Rouher, qui comprend mieux que personne la haute moralité et la bienfaisante influence de la paix, affermit ses espérances sur l'énergie de son honnête conviction ; il est persuadé que les conclusions de la lettre impériale ne seront point démentis, que la France observera la neutralité, et ne sera point engagée dans les conflits qui menacent l'Europe. Si cependant cet espoir devait être trompé, si la tournure des événemens imposait au gouvernement un changement de politique, M. Rouher a très loyalement et très catégoriquement rappelé les obligations imposées au gouvernement dans une conjoncture semblable par l'organisation financière nouvelle. Cet e organisation a retiré au pouvoir le droit d'ouvrir par décret des crédits supplémentaires. On voit quelle garantie constitutionnelle est assurée ainsi à l'intervention de la chambre dans le contrôle des mesures politiques qui rendraient nécessaires des crédits supplémentaires. La chambre devrait être convoquée ; les propositions de crédits lui seraient soumises, et elle aurait la libre appréciation de la politique pour laquelle la dépense serait récla-

mée. Il était superflu sans doute pour le gouvernement d'affirmer qu'il exécuterait une loi émanée de son initiative. Cependant il faut savoir gré à M. Rouher de la condescendance politique avec laquelle il a fait cette déclaration. Le ministre s'est montré sensible aux anxiétés de l'opinion ; il a compris qu'il ne fallait point, dans les circonstances actuelles, être avare de paroles rassurantes. Et en effet rien ne démontre mieux au public la solidité de la confiance du gouvernement dans le maintien de la paix pour la France que sa persistance à maintenir le budget dans ses limites ordinaires et la nécessité où il se place de convoquer la chambre, si les événemens devaient modifier sa politique.

La discussion générale du budget amenait naturellement une question qui en un autre temps aurait pu donner lieu à un débat approfondi, mais qui est rejeté dans l'ombre par la crise européenne. Nous voulons parler de l'affaire du Mexique. La question mexicaine est maintenant une chose du passé ; elle ne peut plus, grâce à Dieu, nous faire de mal, puisque le gouvernement a fixé la date du retour de nos troupes. L'inquiétude qu'inspirent les périls futurs sont aisément oubliés les maux passés. Cet épisode de la politique contemporaine se représentera sans doute en temps plus opportun aux discussions des chambres : on n'en a point fini encore avec la liquidation financière de l'entreprise mexicaine, et il faudra que la majorité de la chambre, qui s'est montrée si intolérante envers M. Jules Favre, prête un jour une attention plus résignée aux orateurs qui auront à discuter cet onéreux bilan. La conséquence de cette entreprise qui nous inspire le plus vif regret est la correspondance diplomatique à laquelle elle a donné lieu entre notre gouvernement et celui des États-Unis. Cette conséquence pouvait être prévenue à temps. Nous mêmes, plusieurs mois avant la fin de la guerre civile américaine, nous signalions le moment critique où il importait à la France d'avoir terminé son expé-

dition par un acte de volonté spontanée. La victoire du nord était certaine plusieurs mois avant d'être accomplie, et il eût été prudent de nous épargner le fardeau des doléances et des remontrances américaines. Il est douloureux d'avoir à supporter une dépêche aussi désagréable dans sa diffusion que celle de M. Seward, datée du 12 février 1866. Quoi qu'on fasse, l'erreur de l'entreprise du Mexique est désormais inscrite dans l'histoire ; il n'y a plus qu'à en tirer avec une intelligence virile des enseignements aussi profitables aux gouvernements qu'aux peuples sur les périls de l'esprit d'initiative exercé avec trop de confiance et de liberté en matière de politique étrangère.

Si le gouvernement des Etats-Unis est un rude et opiniâtre argumentateur quand il plaide contre les entreprises des états européens qui portent ombrage à ses principes ou à ses intérêts, on aurait le droit d'at-

tendre de lui qu'il saura faire respecter les intérêts légitimes des peuples de notre vieux monde par les aventuriers qui abusent de l'hospitalité américaine. Une épreuve de ce genre se présente dans le bel exploit qu'une troupe de *fénians* vient d'accomplir dans le Haut-Canada. Ces fénians ont tué des Canadiens. Ils se sont emparés d'un fort. Cet acte de brigandage ne saurait demeurer impuni. Ceux qui l'ont accompli ont violé les lois américaines. Le souvenir des souffrances que les corsaires confédérés ont infligées au commerce des Etats-Unis ne saurait entrer en balance avec un acte de flibustérisme aussi caractérisé. M. Seward ne se laissera point égarer par des préjugés nationaux ; il prendra, nous n'en doutons point, les mesures nécessaires pour punir et prévenir des violations aussi odieuses du droit des gens.

E. FORCADE,

CORRESPONDANCE D'ITALIE.

Bologne, 1er juin, 1866.

Je me suis rendu à Bologne pour étudier l'emplacement probable des futures batailles de l'indépendance italienne. Ces plaines de la Lombardie et de l'Emilie semblent disposées par la nature comme un cirque où les hommes puissent s'égorger tout à leur aise, par grandes masses. On dirait que le réseau de leurs fleuves forme une série d'obstacles, qui a pour but principal de faire briller le savoir-faire des grands capitaines. Quels noms, depuis les Brennus jusqu'aux Napoléon ! et quels faits d'armes !

Le penseur est en proie à une poignante angoisse lorsqu'il se trouve, comme je l'ai été un moment, sur la ligne idéale, mais encore respec-

tée, qui sépare quatre cent mille hommes à la veille de s'entr'égorger. Ils sont venus là, du fond de l'Italie et du fond de l'Allemagne, à un rendez-vous de carnage. Qu'expriment-ils ? La force. Et cependant, à travers le nuage sanglant qui ceint le front de cette horrible divinité, nous apercevons tous une pure et divine lumière qui, semblable à une étoile imperceptible, scintille dans les profondeurs du ciel. Cette lueur, c'est la notion de la justice. Mais, au moment des crises suprêmes, elle se montre impuissante et désarmée.

La nuit, le Po reflète deux lignes de feux qui courent parallèlement sur ses rives : ce sont les bivacs des armées en présence. Un aéronaute pourrait, dans un dénombrement

homérique, nommer et décrire tous les peuples venus dans cette vallée de Josaphat. A peu de chose près, ce sont toujours les mêmes, et toujours les barbares contre les civilisés. Regardez ces types; ils se sont à peine modifiés: l'homme du Nord, blond, mince, aux yeux bleus: le Cimbre, le Teuton, le Hun, le Suève, le Slave; l'homme du Midi, brun, trapu, aux yeux noirs: l'Etrusque, le Samnite, le Brutien, le Sicilien.

Ils ont recommencé vingt fois, depuis bientôt quatre mille ans, ce duel de la barbarie et de la civilisation, de la force et de la justice. Est-ce la dernière épreuve? Le dieu des batailles, ce dieu impie et cruel, sera-t-il apaisé par cette libation prodigieuse? Voyez-vous ces masses profondes qui s'ébranlent et se ruent les unes sur les autres! il n'y a plus de tactique, plus de manœuvre. C'est la guerre ramenée aux procédés sauvages, à la lutte corps à corps, ajoutant à ses instincts féroces toute la science destructive qu'ont produite les âges. Les canonniers travaillent comme des moissonneurs; ils couchent des files entières; on dirait des épis tombant sous une faux électrique. Bravo, Paixhans! bravo, Armstrong! bravo, Cavalli! Encore, encore! Voici une poignée d'hommes qu'il faudrait broyer, un bataillon, un régiment, une division. C'est un jeu pour ces machines, qui vomissent mille morts. A droite, à gauche, en écharpe, elles vous démolissent sans effort les carrés, les quinconces, toutes les inventions de la stratégie. Et puis la mitraille, quelle admirable invention! Elle procède de plein fouet, en balayant. Un balai, dans les mains d'une ménagère agile et diligente, ne fait pas une besogne aussi rapide ni aussi propre.

Le soir, le lendemain, avant que les loups et les vautours, ces bêtes

si supérieures à l'homme de guerre, se soient mis à l'ouvrage, venez contempler l'œuvre du jour et de la veille. La mort tient ses assises. Si vous ne sortez pas de là avec la rage dans le cœur et le désir inextinguible d'enfermer dans une cage de fer ceux qui ont conseillé ou exécuté de semblables hécatombes, vous n'avez pas tété votre mère, vous êtes le nourrisson d'une hyène ou d'un chacal.

Pour échapper à ces horribles visions, ou prévisions, comme il vous plaira, je suis rentré à Bologne et, à Bologne, je suis allé faire mes dévotions à ce divin chef-d'œuvre qui s'appelle la *sainte Cécile* de Raphaël. Singulier contraste! Ce tableau merveilleux qui exprime le triomphe de l'harmonie sur l'organisation humaine, agissait sur moi, qui venais d'assister à des préparatifs gigantesques de destruction, comme un calmant, comme un baume. L'harmonie, même peinte, s'emparait par mes yeux de mon être. Peu à peu, j'échappais aux misères de notre globe. Ravi, submergé, je me sentais soulevé par un courant qui m'emportait dans les régions radieuses dont le regard extatique de sainte Cécile contemple les incomparables splendeurs, et dont saint Paul, le coude sur la poignée d'une épée, écoute les lointains accords. La Madelaine se détache de son cadre, elle vient à moi et me demande, elle toujours femme, pourquoi ce fracas et cette agitation autour de Bologne; que signifient ces bruits de camp, ces cliquetis d'armes, et si les grondements du canon vont venir interrompre le concert des anges dans le haut de la toile.

J'ai pris la main de cet adorable Madeleine, je l'ai portée à mes lèvres et lui ai répondu: "On voit bien, juive amoureuse, que tu habites depuis longtemps un cadre de

Raphaël ; tu y as oublié la terre." En 1866, c'est comme en 1800, les hommes et les femmes n'ont pas changé ; l'amour et la haine logent toujours côte à côte dans leurs cœurs, et l'on ne sait pas bien ce qui domine en eux, à savoir si c'est l'ange dans les secondes, ou la brute dans les premiers.

Je ne sais pas si vous êtes comme moi, mais, pour mon compte, je donnerais les plus grandes victoires des plus grands capitaines pour un tableau de Raphaël, et je troquerais sans hésiter la gloire d'Alexandre, de César et de Napoléon contre celle de Raphaël Sanzio. Il y a pour cette préférence des arguments décisifs, que nous reverrons à des circonstances plus favorables.

En 1483, à Urbino, petite ville de l'Ombrie, naissait un enfant ; son père, Jean Sanzio, était un peintre médiocre. Cet enfant apportait en ce monde un don merveilleux : on l'appela Raphaël. Evidemment, ce modeste praticien d'Urbino et sadigne compagne ne peuvent revendiquer d'aucune façon la gloire d'avoir créé (au sens métaphysique) le plus grand artiste des temps modernes et peut-être de tous les temps ; ils reçurent Raphaël comme la coquille reçoit la perle.

Raphaël grandit. Il devient un admirable jeune homme. Qui n'a son portrait dans le souvenir ? Cette tête ombragée de cheveux d'un brun clair, ce front dont les saillies harmonieuses laissent filtrer la pensée comme une lampe d'albâtre qui ne peut pas complètement emprisonner la lumière ; ces grands yeux profonds, si profonds, qu'ils donnent le vertige à celui qui les interroge ; cette bouche ourlée délicatement, comme celle d'une femme sérieuse. Un merveilleux ovale encadre tous ses traits, dont la pureté ne peut être rendue que par Raphaël lui-même. Et cette main si fine, cette

main créatrice, on la dirait douée d'intelligence. Il est mince, il est grêle. La vie matérielle se manifeste à peine dans ce buste aux proportions exquises. Ces épaules ne sont pas robustes. La tête est légèrement inclinée. Cet adolescent n'a rien de commun avec les organisations puissantes de son époque. Voyez les portraits du seizième siècle, princes, poètes et soldats, etc. Ce sont des colosses ; ils s'épanouissent en musculatures énormes : on dirait des fauves. Raphaël est tout l'opposé : il est féminin, il est nerveux ; on le dirait maladif. Avec ses contemporains célèbres, on se sent en présence de personnages pour qui la vie est un combat perpétuel et dont rien n'altère le puissant équilibre, ni la guerre, ni l'amour. Malheureusement Raphaël n'a rien de l'athlète : vienne la Fornarina, on pressent tout de suite qu'il succombera dans sa lutte ardente avec l'idéal.

Raphaël est un génie éclectique. Il a dessiné avec un égal amour des Vierges et des Vénus, des Enfants Jésus et des Cupidons. Vivant dans une société chrétienne à la surface, païenne au fond, il est comme elle chrétien et païen tout à la fois, et c'est de la fusion de ces deux ordres de sentiments qu'est faite son incomparable manière. Son âme ressemblait à un lac profond où s'épanchaient et se mêlaient les sources vives des deux religions, la religion du bien et la religion du beau. Sainte Cécile est une muse et une sainte en même temps.

Raphaël, peintre et architecte, faisait des vers, tout aussi bien que Michel-Ange. Je vous donnerai un sonnet de lui, que je crois tout à fait inconnu, dans ma prochaine correspondance ; je ne l'ai pas sous la main aujourd'hui.

Le Parlement italien vient d'accorder à un étranger les honneurs

de la grande naturalisation. M. Moleschot, professeur à l'université de Turin, né à Bois-le-Duc (Hollande), est devenu, il a y quinze jours, citoyen italien, en vertu d'une loi. Ce fait n'aurait pas en lui-même une grande importance, bien qu'il s'agisse d'un homme éminent et d'un savant hors ligne, et je vous le signalerais sans y insister, s'il n'empruntait pas à un ensemble de circonstances présentes une signification sérieuse. La naturalisation de M. Moleschot est pour ainsi dire la naturalisation des doctrines allemandes en Italie; elle consacre d'une manière officielle en quelque sorte un fait pré-existant, à savoir : l'envahissement de l'Italie par la philosophie germanique. A mesure que les soldats de l'Autriche reculent sur le sol de la Péninsule, les idées de l'Allemagne avancent. Elles sont installées aujourd'hui à Naples comme en pays de conquête; à Turin, elles professent par la bouche de M. Moleschot.

Mais au milieu de ce capharnaüm intellectuel qui s'appelle l'Allemagne, il y a des myriades de systèmes. On y professe tout, depuis l'idéalisme le plus éthéré jusqu'au matérialisme le plus positif. Or, malheureusement, c'est ce dernier qui est en train de reconquérir l'Italie au profit de l'influence allemande. M. Moleschot en est un des corryphées.

Savez-vous ce qui sauvera l'Italie et la France, car nous donnons passablement, nous aussi, dans cette manie tudesque !—Ce sont nos langues et le bon sens dont nous avons hérité de nos pères.

Nos langues ne se prêtent pas du tout au galimatias germanique. Si vous pourriez, comme moi, vous rendre compte, par les Revues et les journaux, voire même par les leçons de certains professeurs, des extrémités auxquelles certains germanisants réduisent l'italien, vous seriez

ému de pitié. Cet harmonieux langage, qui exprime l'amour, les choses vraies et justes, avec des expressions si riches et si abondantes, est d'une pauvreté désespérante, lorsqu'on lui fait répéter les révasseries de Hegel et de Feuerbach. Son hymen avec la philosophie allemande est un viol où il joue le rôle de patient. Vous diriez d'une duègne, je parle de la philosophie allemande, déguisée en ingénue : c'est à faire pouffer de rire.

Quant au bon sens italien, il réside d'une manière absolue. Vous avez beau lui dire que le cerveau secrète la pensée, comme une glande l'humeur, il vous rit au nez, et lorsqu'il lui est donné de lire les choses suivantes, imprimées de sang-froid par les apôtres du matérialisme (*Force et matière*, par Louis Buchner, p. 241, traduction de M. Gros-Claude 1), pour prouver que l'intelligence, cette faculté secrétoire, n'est pas l'apanage exclusif de l'homme, oh ! alors, sa gaité ne connaît plus de bornes.

“ Un observateur a raconté récemment qu'il avait assisté, un jour de printemps, à l'intéressant spectacle d'une délibération d'hirondelles. Un couple d'hirondelles avait commencé à bâtir un nid sous le faîte d'une maison. Un jour il arriva une foule d'autres hirondelles, et une longue discussion s'engagea entre celles-ci et les propriétaires du nid. Toutes placées sur le toit de la maison et non loin du nid commencé, elles jetèrent les hauts cris et gazouillèrent à gorge déployée. Après que cette délibération eut duré quelque temps, pendant que quelques hirondelles se détachaient de la troupe pour inspecter le nid, l'assemblée se sépara. Le résultat fut que le couple abandonna le nid et se mit

1 (1) Un vol., à Paris, chez Reinwald, rue des Saints-Pères.

à en bâtir un autre à un endroit mieux choisi.

“ Un fait remarquable encore a été rapporté récemment. Aux environs d'une ferme, dans le village de Weddendorf, près de Magdebourg, des cigognes, après une délibération sérieuse, ont jugé une cigogne adutère. Son mari et les autres cigognes la tuèrent à coups de bec et la jetèrent hors du nid.

“ D'après les observations de certains bateliers anglais appelés *punters*, les canards sauvages ont des réunions parlementaires et votent. Jusqu'à présent ces bateliers ne connaissent de la langue des canards que les cris d'avertissement et de sécurité.”

J'ai débuté dans ma correspondance par une philippique contre la guerre, j'avais raison. Elle est épouvantable, horrible, lorsqu'on la fait pour la conquête; mais elle devient sainte, lorsqu'il s'agit de l'inviolabilité du territoire national, de la patrie enfin. C'est ce qui fait que j'approuve hautement la guerre italienne, c'est-à-dire, entreprise par les Italiens. On l'a dit et répété : Les Italiens ne courent aux armes que pour ne pas payer leurs dettes; ils ont trouvé là un expédient habile pour faire honorablement banqueroute. — Mensonge et calomnie ! Qu'ils viennent au milieu de nous, ces sceptiques du patriotisme et des nobles sentiments, ils recevront une décharge électrique sur leurs nerfs usés, ils tressailliront au contact de l'enthousiasme de la jeunesse italienne. Ils sont revenus, quoi qu'en disent les pessimistes, ces beaux jours de fièvre de la révolution française. Tous les jeunes hommes ici, qui ont un peu d'intelligence dans le cerveau et de virilité dans le cœur, courent aux armes. Venez les voir, ces fils de bourgeois, ces paysans, ces ouvriers, avec la chemise rouge sur le dos et le fusil sur l'épaule ;

soldats improvisés, comme nos aïeux de 92, ils étudient au pas de course la charge en douze temps. Ils sont héroïques, ces universitaires, ces séminaristes, ces gentilshommes qui demandent à mourir pour leur pays. Cela dérange l'équilibre financier de l'Europe? petit malheur ! Avons-nous pris beaucoup de précautions en 89, nous autres, lorsque nous avons mis le feu aux quatre coins du vieux monde ? Evidemment nous dérangions les préjugés gothiques dans leurs donjons. Par nous tout fut mis en question. Il fallut que les bouches aristocratiques apprissent un vocabulaire qui les faisait se tordre dans une convulsion de désespoir. Notre formule : Liberté, égalité, fraternité, éclatait comme un *Mane, thecel, phares*, sur la tête des potentats. Tout fut mis sens dessus dessous, et nous nous en inquiétâmes fort peu. La banqueroute, crient les conservateurs : les Italiens vont faire banqueroute ! — C'est possible. Oserons-nous le leur reprocher, nous Français ? La nôtre, celle du tiers consolidé, doit nous rendre modestes; elle devrait même nous fermer la bouche. Nous avons fait banqueroute, c'est vrai; mais nous avons enrichi le monde d'un trésor qui a compensé toutes ses pertes, nous l'avons affranchi. *

L'Italie présente aujourd'hui un double spectacle d'une singulière grandeur : au nord, la guerre nationale ; au midi, la guerre sociale ; au nord, les volontaires ; au midi, les brigands. Pourquoi cette opposition et ces contrastes ? — C'est la chose du monde la plus simple, la lutte éternelle de la routine et du progrès. Les volontaires ? Ce sont les éléments jeunes, neufs, de l'Italie en voie de régénération. Les brigands ? Ce sont les débris de la vieille so-

(*) Notre correspondant pourrait bien trouver des contradictions en Italie même.
Note de la Rédaction.

ciété absolutiste qui s'écroule, et dont la pourriture et les moisissures apparaissent ainsi au grand jour. Tout cela, le jeune et le vieux monde, celui qui se forme et se décompose, se livrent le combat de la vie. Chacun veut occuper exclusivement sa place au soleil. C'est l'éternel "Ote-toi de là, que je m'y mette."

Une chose me frappe au milieu de ce tohu-bohu apparent, c'est que le sens moral se relève d'une manière énergique en Italie. J'en appelle à tous ceux qui ont, je ne dis pas parcouru la Péninsule, mais qui y ont vécu avant 1859. La liberté est venue : les populations se sont relevées d'un cran. Aujourd'hui la guerre arrive, la guerre nationale : elles se redressent tout à fait. La cariatide a rejeté son fardeau ; elle est debout, elle respire à pleins poumons, une arme dans chaque main. C'est un spectacle grandiose, et, franchement, si j'avais du 5 pour 100 italien, j'en ferais volontiers le sacrifice pour assister à cette magnifique explosion de la vitalité humaine.

Maintenant, à quoi bon vous entretenir de finances ? — Pourquoi vous apprendre que le Parlement discute et vote 140 millions de taxes nouvelles ? La banqueroute est au bout de cet effort belliqueux, gigantesque, c'est certain. L'équilibre devait

résulter principalement des économies ; les économies se traduisent en ce moment par 4 millions de dépenses extraordinaires par jour. Les assignats circulent. On en a émis pour 250 millions ; dans quinze jours on en émettra autant, et ainsi de suite, à moins que par miracle l'Autriche n'abandonne la Vénétie. Je suis comme tout le monde, j'ai la fièvre, et les chiffres me donnent des nausées.

Vous serez mieux placé que moi pour suivre les discussions du Congrès de Paris ; mais aura-t-il lieu ? Le général Lamarmora n'est pas parti. C'est un diplomate d'une singulière espèce ; je le crois capable de tout, même de convaincre un Allemand. Il s'est vanté un jour de convertir à ses idées de cession le jeune empereur d'Autriche, s'il pouvait avoir un colloque avec lui. Ce qu'il y a de certain, c'est que tous ces retards, tous ces attermoiments sont très-fâcheux pour l'Italie ; on l'épuise et on la ruine. — Savez-vous ce qu'il pourrait y avoir au bout de tout cela ? — Une révolution. Il y a des armes dans les mains de tout le monde, et tout le monde veut la guerre. — Qu'on y prenne garde, et surtout qu'on fasse vite.

— *Revue Britannique.*

CORRESPONDANCE D'ALLEMAGNE.

Leipzig, le 3 juin, 1866.

On répare en ce moment la tour méridionale de la cathédrale de Lubeck. Cette tour est penchée comme celle de Pise, et l'on éprouve en la regardant un sentiment d'inquiétude dont on a peine à se défendre. Un échafaudage règne depuis quel-

ques jours autour de la partie supérieure, d'où partent deux énormes câbles qui semblent être là pour empêcher la tour de tomber. Ces câbles, toutefois, ont uniquement pour but d'arrêter le mouvement oscillatoire qui, par les grands vents, gêne beaucoup les ouvriers. On dit

qu'on ne se bornera pas à exécuter les travaux de restauration les plus urgents que nécessite l'état de cette tour, mais qu'on va la remettre d'aplomb.

En regardant la tour de la cathédrale de Lubeck, j'ai cru voir un emblème de la situation actuelle de l'Allemagne. Le colosse germanique n'est pas d'aplomb non plus ; il est tiré en sens contraires par deux câbles, qui sont la Prusse et l'Autriche, et le mouvement oscillatoire qui résulte de la différence de traction, selon que la Prusse ou l'Autriche est la plus forte, gêne considérablement les travailleurs chargés de restaurer l'antique édifice. La Prusse centralisatrice représente la force centripète ; l'Autriche fédéraliste, la force centrifuge. Il serait bien à souhaiter que Florence produisit un nouveau Galilée, un Galilée politique capable de découvrir les vraies lois de la pesanteur des États, et que l'on pût aussi remettre l'Allemagne dans la verticale.

Jamais, en effet, depuis la triste époque de la guerre de trente ans, elle n'a été plus agitée, plus inquiète, plus mal assise. L'accord n'existe plus entre les gouvernements et les peuples. Tandis que les premiers poussent le cri de guerre, les seconds réclament la paix avec une remarquable unanimité. C'en est fait de l'antique *jugement de Dieu* ; la raison veut siéger seule au tribunal où se juge la cause des peuples, et elle commence par éliminer le duel et la guerre, ces deux formes barbares qui ne peuvent pas figurer dans son Code de procédure. Vous vous rappelez sans doute avec quelle dignité, quel courage et quel succès le député prussien Wirchow refusa d'accepter la provocation que lui avait adressée en pleine chambre M. le comte de Bismark ; vous avez pu lire les nombreuses lettres de félicitations que cet acte de bon sens et

de haute moralité valut à son auteur. Eh bien, aujourd'hui la nation prussienne tout entière, provoquée à la guerre par le même M. Bismark, répond comme le député libéral, par un refus, et, qui plus est, par un refus motivé.

De toutes parts arrivent au roi des adresses demandant énergiquement le maintien de la paix, l'abandon de la politique de conquête et la retraite du ministre qui compromet, par sa fatale obstination et sa hauteur déplacée, le bien-être et la liberté de son pays, ainsi que les plus grands intérêts de l'Europe. Je puis citer déjà, parmi les adresses, dont le nombre grossit de jour en jour, celles des conseils communaux de Stettin, Dortmund, Orsoy, Dusseldorf, Trèves, Aix-la-Chapelle, Juliers, Bocholt, Schwelm, Königsberg, Euskirchen, Rees, Mulheim, Uerdingen, Kempen, etc. L'adresse de Dusseldorf est navrante. La mobilisation de l'armée a obligé à partir un grand nombre de pères de famille appartenant à la landwehr, de sorte que la ville est dès à présent obligée de nourrir des milliers de femmes et d'enfants des citoyens appelés sous les drapeaux. "Ét la cause de tout ce malheur, dit l'adresse municipale, c'est le danger d'une guerre qui déchirerait les pays allemands, qui détruirait les espérances nationales, qui ne serait pas soutenue par l'enthousiasme des glorieuses guerres de libertés, et qui, en tous cas, accablerait l'Allemagne des plus grands calamités et mettrait en particulier notre province en danger d'être arrachée de la patrie. Nous prions instamment Votre Majesté de vouloir détourner les dangers d'une guerre entre frères qui, par l'origine et les mœurs, devraient toujours être fermement unis pour la conservation des intérêts communs et la défense contre des ennemis communs, et qui, maintenant aussi,

ne veulent pas de guerre ; et de vouloir conserver à notre ville et au pays les bénédictions de la paix qui nous ont valu une si grande prospérité sous la maison de Hohenzollern.”

Près de deux cent mille hommes mariés ont déjà été enlevés à leurs affaires et laissent environ un million de personnes privées de leurs appuis naturels. Peut-on s'étonner qu'une pareille situation paraisse intolérable au peuple prussien, et que des milliers de voix s'élèvent en faveur de la paix ?

Cette guerre entre Allemands serait, disent les adresses, une guerre fratricide, et nous ne pouvons en comprendre ni la nécessité, ni le but, ni les avantages. Aussi les réunions d'électeurs, les sociétés constituées en vue de la réforme fédérale, les groupes du *National-Verein*, les chambres de commerce, les comités agricoles et des meetings de particuliers appartenant à toutes les opinions et à toutes les classes, se joignent-ils aux conseils communaux pour exprimer les mêmes vœux. L'opinion unanime, celle qui se fait jour d'un bout à l'autre du pays, c'est que le roi doit s'entourer de conseillers libéraux, s'appuyer franchement sur le droit constitutionnel, et par conséquent renvoyer M. de Bismark. A Breslau même, la capitale de cette patriotique Silésie qui, selon le *Moniteur Prussien*, a une attitude si martiale et ne connaît pas “l'indigne peur de la guerre,” le conseil communal tout entier et une société de “vieux libéraux” ont envoyé au roi une adresse conçue dans le même sens que toutes les autres, c'est-à-dire demandant le respect du droit, le retour aux formes légales et le renvoi du ministre aventureux, dont le système politique consiste à subordonner le droit à la force. Il est vrai que le *Moniteur prussien* avait ses raisons pour parler comme

il l'a fait, et que l'on craint à Berlin un retour de la Silésie à l'Autriche. Mais le fait est que, tout en désirant rester prussienne, autant que notre Alsace désire rester française, la Silésie est animée de sentiments, on ne peut plus pacifiques, comme tout le reste du royaume. Aussi l'article du *Moniteur prussien* n'a-t-il eu d'autre effet que de blesser les justes susceptibilités des provinces auxquelles il attribue “l'indigne peur de la guerre,” sans flatter le moins du monde l'amour-propre des Silésiens. Comment veut-on que la guerre soit populaire parmi l'élément civil, lorsque les militaires eux-mêmes la réprouvent ? Ainsi un détachement des réserves prussiennes, au moment de quitter la gare d'Atona, se signalait, il y a quelques jours, par des démonstrations qui n'avaient rien de belliqueux. Ils entonnaient le chant patriotique du Sleswig-Holstein et des chansons autrichiennes. Quelques-uns même ont dit aux bourgeois que, si la guerre éclatait, ils ne tireraient ni sur les Autrichiens ni sur d'autres camarades allemands. En Autriche, malgré les affirmations contraires de certains journaux intéressés à déguiser la vérité, on ne veut pas plus de la guerre qu'en Prusse et dans le reste de l'Allemagne. Je pourrais vous citer plus d'une localité où, comme dans la ville forte de Lintz, on fait, depuis le 13 mai, des prières quotidiennes pour le maintien de la paix. Sans doute le peuple autrichien, poussé à bout par les rodomontades prussiennes, se défendra vaillamment s'il est attaqué, mais tenez pour certain qu'il n'attaquera pas.

Faut-il voir dans ces démonstrations pacifiques un signe de coura-dise comme l'a fait si témérairement le *Moniteur prussien* ? Mais qui donc oserait accuser de lâcheté tout un peuple ? N'est-il pas plus raisonnable de croire qu'un gouver-

vement se trompe lorsqu'il fait ainsi violence au sentiment unanime de la nation? Quant à moi, je constate avec bonheur cette disposition des esprits, et j'aime à espérer encore, —dût un prochain avenir m'enlever cette illusion,—que l'Europe sera préservée du fléau de la guerre. Sans doute les difficultés paraissent inextricables, aussi bien en Allemagne qu'en Italie. Il est difficile de croire que l'Autriche, vu l'attitude qu'elle a prise vis-à-vis des Etats moyens, consente à l'annexion des duchés à la Prusse, et il est plus difficile encore d'imaginer quelle compensation territoriale on pourrait lui donner en échange de la Vénétie. Quand les journaux officiels de Paris parlent d'un autre territoire situé sur l'Adriatique, ils font évidemment allusion à la Bosnie et à l'Herzégovine. Mais l'exécution de ce projet, qui n'est pas nouveau, rencontre une toute petite difficulté, c'est que la Turquie se trouve en possession de ces territoires, et que l'intégrité de la Turquie a été solennellement garantie. Malgré l'insuccès de la conférence, je compterai encore sur l'imprévu ou pour mieux dire, sur le bon sens de l'Europe. Peu importe le moyen; il suffit pour assurer la paix, que tout le monde la veuille, et alors les gouvernements qui proclament si audacieusement, en plein dix-neuvième siècle, le droit supérieure de la force, seront bien obligés de subir la loi qu'ils ont faite; ils respecteront, contraints et forcés, *la majesté de la paix européenne*, de même que nos barbares ancêtres de la Gaule furent obligés de respecter ce que Pline le Jeune appelle *la majesté de la paix romaine*.

Je sais bien qu'il existe une certaine école d'hommes *positifs*, à ce qu'ils disent, qui n'admettent pas qu'on fasse du *sentiment* à propos de la guerre. La guerre est, selon

eux, un mal inévitable, et il est pué- rile de s'apitoyer sur les calamités qu'elle entraîne. Mais cette école fataliste, qui excuse tous nos travers en les rangeant sous la rubrique commode de la nécessité, comment se fait-il qu'elle écoute encore les plaintes éternelles qu'arrache à ses victimes ce mal au moins aussi ancien que la guerre, et qui s'appelle l'amour? Elle devrait, pour être logique, proscrire aussi les romans, drames, comédies, tragédies et sermons qui font du *sentiment* sur ce thème archi-usé et cependant toujours nouveau. Heureusement l'homme n'a pas le pouvoir d'éliminer un seul des éléments qui se combattent dans son être moral; il faut qu'il en subisse les écarts en attendant qu'il sache les mettre d'accord. Qu'un de ces esprits *positifs* soit frappé au cœur par la passion qu'il raille, que deux beaux yeux le fassent rêver, le voilà tout prêt à faire chorus avec ceux qu'il traitait naguère de déclamateurs; il fait du sentiment à son tour; il gémit, il pleure, il s'indigne, il jubile, il passe en moins d'une heure par toutes les émotions qui n'avaient jusque-là provoqué chez lui qu'un sourire de pitié. De même pour la guerre. On en parle fort à son aise tant qu'on est simple spectateur, et qu'on n'a à risquer qu'un peu de cherté sur les vivres ou de baisse sur les valeurs; mais lorsqu'il faut payer de sa personne, on devient moins ardent, on trouve que la guerre a de vilains côtés, et l'on demande, comme le peuple prussien: ' Pourquoi? dans quel but? à quoi bon?' En Prusse, où il n'y a pas de conscription et où tout le monde est soldat, soit dans l'armée active, soit dans la landwehr, soit dans la landsturm, une mobilisation produit d'assez triste effets pour donner à réfléchir, lorsque la guerre n'a pour but ni la défense de l'honneur national, ni celle

du sol de la patrie. Jugez-en par quelques exemples: A Breslau, soixante assesseurs, référendaires, auditeurs du tribunal de la ville, sont appelés sous les drapeaux, sans parler de nombreux fonctionnaires subalternes du même tribunal, et la justice chôme faute de juges; on cite plusieurs maisons de commerce et établissements industriels qui ont dû être fermés par suite du départ de leurs chefs; à Liegnitz, le premier bourgmestre est enlevé à ses administrés; des milliers d'ouvriers sont renvoyés de leurs ateliers; à la fonderie d'Essen, où M. Krupp fabrique les canons d'acier du gouvernement prussien, on prend quinze cents travailleurs et l'on ne laisse que le nombre strictement nécessaire pour la fabrication des canons; le directeur d'un cirque, M. Renz, est mis à contribution pour la remonte de la cavalerie, et on le force à fournir à l'Etat des chevaux de manège; à Eikelenz, on cite une veuve qui a sept fils dont deux étaient déjà au service et dont les cinq autres viennent de lui être enlevés par la mobilisation; à Crefeld et dans beaucoup d'autres villes, on est obligé d'organiser des comités de secours pour venir en aide aux familles privées de leurs chefs; partout les travaux de construction sont interrompus; les chambres de commerce ont recours à des mesures qui rappellent les plus mauvais jours de 1848; elles établissent des caisses de prêt pour les négociants; on recule les échéances des effets en circulation; bref, le désordre est général, la souffrance se manifeste de toutes les formes. A Gleiwitz, on a vu les femmes des miliciens appelés se jeter sur les rails, devant les locomotives qui allaient emporter leurs maris, et peu s'en fallut qu'on ne dût recourir à la force, si chère à M. de Bismark, pour calmer la fureur de ces malheureuses délaissées. Mais ce n'est

pas seulement en Prusse que le malaise se fait sentir, c'est dans toute l'Allemagne. Ici et à Stuttgart, où le commerce de la librairie est ordinairement si actif, il y a stagnation presque complète. Imprimeurs, lithographes, brocheurs, tout ce qui tient de près ou de loin à la librairie est cruellement éprouvé. Dans le district de Landshut, des ouvriers de fabrique sans ouvrages se répandent dans les campagnes, et de nombreuses attaques exécutées en plein jour ont obligé l'autorité locale à armer la population qui s'est formée en plusieurs brigades chargées de veiller à la sécurité publique. Enfin, —symptôme caractéristique,—on a remarqué que jamais le nombre des suicides n'avait été aussi grand que pendant le mois d'avril dernier. Les têtes se détraquent en même temps que la politique, et, dans la seule ville de Vienne, on a constaté pour le mois d'avril 36 suicides effectifs, plus, 29 tentatives de suicide; total: 65, dont 47 hommes, 15 femmes et 3 enfants de neuf à quatorze ans. Sept des personnes qui avaient seulement tenté de se suicider ont succombé ultérieurement aux lésions qu'elles s'étaient faites, ce qui porte à 43 le nombre des suicides effectifs. En outre, 16 individus ont disparu dans des circonstances qui font présumer qu'ils ont attenté à leurs jours; et, s'il faut en croire de nouveaux renseignements que je reçois aujourd'hui même, le nombre des suicides accomplis à Vienne du 2 avril au 2 mai, serait de 74. Sur une population de 600,000 habitants, c'est une jolie proportion.

Ne vous semble-t-il pas que cela promet, et que si la seule prévision de la guerre suffit pour amener de pareils résultats, nous en verrons de belles quand les armées seront aux prises?

Il est vrai qu'il y a, par-ci par-là, quelques petites compensations aux

maux que je signale. Ainsi les détenus pour dettes enfermés dans le Clichy de Berlin ont vu s'ouvrir pour eux les portes de la prison, et ils sont autorisés à aller se faire tuer pour s'acquitter envers leurs créanciers. D'autre part, les porteurs d'actions des casinos de Wiesbaden, Hombourg et autres repaires, ont vu leurs valeurs, qui, hier encore, rapportaient un intérêt de 50 pour 100, descendre au pair, peut-être même au-dessous du pair. La guerre, cette immoralité par excellence, se trouve ainsi avoir produit deux effets d'une haute moralité : elle a rendu à la liberté des gens qui n'auraient pas du en être privés par cette loi barbare de la contrainte par corps, et en même temps elle en ruine quelques autres qui spéculent sur la ruine de leurs semblables.

Et puis il y a, comme en toute chose, le côté plaisant, qui, même en Allemagne où l'on ne rit guère, fait oublier un moment tant de justes sujets de tristesse et d'ennui.

Le 14 du mois dernier, à Dusseldorf, les hommes de la landwehr faisaient l'exercice sur le champ de manœuvres, dont l'accès était interdit au public. L'un d'eux ayant aperçu, dans la promenade de la *Königsallee*, sa femme qui agitait un mouchoir blanc en signe d'adieu, s'élança dans le canal qui sépare le champ de manœuvres de la promenade, le traversa à la nage, alla déposer sur les joues de sa moitié un humble et tendre baiser, et revint par le même chemin reprendre son rang dans la compagnie. On ne dit pas s'il a été décoré ou mis à l'ordre du jour pour cet exploit de galanterie conjugale. En tout cas, j'aime mieux son exploit pacifique que la plaisanterie guerrière du prince Frédéric-Charles de Prusse, le même qui, pendant la guerre des ductés, faisait modestement aux soldats de Missunde des proclamations à la

Bonaparte. Dernièrement, tandis que le prince passait la revue des troupes en garnison à Cottbus, il aperçut parmi les spectateurs un homme dont la poitrine était couverte de décorations. Il le fit aussitôt appeler par un de ses aides de camp. A quinze pas de distance, le prince le reconnut et s'écria : " Hé, c'est le pionnier Cito ! (Ce Cito s'était distingué à Duppel en enlevant avec un de ses camarades les palissades du retranchement No. 2.) N'as-tu pas envie de voir les montagnes de Bautzen ?" Cito, moins intelligent que brave, répondit, en faisant le salut militaire : " Altesse Royale, le temps n'est pas assez clair aujourd'hui.—Bon, répliqua le prince en souriant, dans un mois d'ici il s'éclaircira." Ce qui veut dire, en bon français : " Dans un mois, il y aura sur le territoire saxon des bras emportés, des jambes cassées, des poitrines défoncées." Ce sont là jeux de prince.

Les diplomates ont aussi le petit mot pour rire. On raconte que, ces jours passés, M. de Beust, le ministre saxon, étant entre les mains de son barbier, celui-ci lui dit : " Excellence, c'est la dernière fois que je vous rase, car je suis rappelé sous les drapeaux.—Où donc as-tu servi ? demanda le ministre.—A Mersebourg, répondit le barbier.—C'est la première fois, dit alors en riant M. de Beust, que j'ai été, sans le savoir rasé par un Prussien." Les Prussiens prétendent que ce ne sera pas la dernière. Si le prince Frédéric-Charles a dit vrai, nous irons, dans un mois, le demander aux montagnes de Bautzen.

En attendant, le prince Charles de Hohenzollern s'en va-t-en guerre tout seul, ou plutôt il se fait enrôler, comme un jeu de pensionnaire, par le peuple roumain. Jamais on n'avait vu, autant que de nos jours, de

grenouilles demandant un roi. Il paraît qu'ils sont bien rares, puisque les Moldo-Valaques en sont réduits à débaucher un simple lieutenant de la garde royale de Prusse. N'est-ce pas le cas de dire, avec le poète :

Peuples qui mendiez des rois, Dieu vous bénisse !

Il faut reconnaître d'ailleurs que c'est un acte de courage et d'abnégation que d'accepter aujourd'hui, **par ce** temps d'unification à outrance, la couronne d'un petit royaume. Les petits ont tort aux yeux des grands hommes d'Etat qui mènent à présent le monde. On ne se gêne pas pour leur dire qu'ils n'ont d'autre droit que celui d'être tôt ou tard annexés. Ainsi M. Vonder Pfordten, le ministre des affaires étrangères de Bavière, n'était pas plutôt nommé par la Diète pour représenter à la conférence la Confédération germanique, que la Prusse par ses organes officieux, protestait contre la présence de ce diplomate à l'aréopage des grandes puissances. Les journaux dévoués à M. de Bismark prétendent que, lorsque l'Autriche et la Prusse sont représentées, l'Allemagne l'est *dans ses éléments les plus essentiels*, et que cette immixtion de la triade ne peut que hâter la dissolution de la Confédération. Il est vrai que l'Autriche qui prend son point d'appui à Francfort, répond en remettant entre les mains de la Diète le règlement de la question des duchés dont elle convoque les représentants pour qu'ils expriment les vœux du pays. Mais on

sait ce que valent ces concessions de l'Autriche, et, le danger passé, les vœux des duchés iront rejoindre les neiges d'antan.

Heureusement pour les peuples, toute cette vieille politique est usée, percée à jour, et il n'est plus de diplomates assez habiles pour triompher de l'esprit libéral et progressif qui anime les générations actuelles. Le vieux Metternich, le vieux Palmerston, s'ils vivaient encore, auraient beau se donner la main pardessus la France et combiner leurs vieux plans de 1815, ils en seraient pour leurs peines, et leurs finesses se briseraient comme des fils d'araignée devant le souffle puissant du dix-neuvième siècle. Le temps de l'intrigue est passé, et la diplomatie ne trompe plus qu'elle-même. On peut lui appliquer ce mot d'un ancien : *Malitia suum ipsa venenum bibit.*

Je m'aperçois un peu tard que je ne vous parle aujourd'hui que de politique. Pour ne pas retomber, le mois prochain, dans la même faute, je vais aller, en pleine Suisse saxonne, recueillir auprès de quelques amis, plus amoureux d'Horace que de Polype ou de Grotius, une petite moisson de faits littéraires qui me fourniront le sujet de ma prochaine lettre. Je renonce à débrouiller l'écheveau germanique, je consens à être dévoré par le Sphinx, et je dis à la politique et aux diplomates :

Sat me lusistis, ludite nunc alios.

KOLLAND